

Korea Analysis

En direct de Corée

7

Juillet 2015

Avant-propos

DOSSIER DIPLOMATIE

1. « La politique sud-coréenne n'a pas à choisir entre deux soleils » (interview de Yun Duk-min) 3
2. Initiatives diplomatiques sud-coréennes pour la sécurité régionale (Léonie Allard) 8
3. La diplomatie de puissance moyenne de la Corée du Sud et les MIKTA (Lee Seungjoo) 11
4. La diplomatie sud-coréenne de l'unification (Kim Kyuryoon) 15
5. La politique de coopération de la Corée et son ambition pour l'après-2015 (Oh Youngju) 18
6. La diplomatie publique, style coréen (Kim Taehwan) 22
7. Les rendements décroissants de la diplomatie commerciale (Jean-Raphaël Chaponnière) 26

DÉCALAGE

8. Les musées des chaebols (Hye -Jin Shin) 33
9. L'économie créative dans le plan triennal pour l'innovation économique (Cécilia Nantier) 37
10. *Les roues du bonheur*, un film nord-coréen (Valérie Gelézeau et ses étudiants Lisa D'Amato, Lucie Daeye, Hunhee Cho, Dilara Kuruoglu et Xiao Wu.) 41



AVANT- PROPOS

« Courtisé par Washington et Beijing, Séoul se trouve dans une situation diplomatique plutôt bénie ». Telle a été la réponse très optimiste adressée au début de cette année par le ministre des Affaires étrangères aux parlementaires critiques de la passivité et de l'inaction de la diplomatie coréenne.

En réalité, soucieux de ne pas paraître « pro-chinois » aux yeux de Washington, Séoul a hésité devant l'invitation de Beijing à l'AIB¹ jusqu'à ce que les États membres de l'EU déclarent leur adhésion. Et au nom de la politique de l' « ambiguïté stratégique », le gouvernement coréen garde le silence à propos de l'installation du « bouclier missile THAAD² » dont la portée peut atteindre 3000 km : alors que les États-Unis exercent de fortes pressions pour son déploiement, la Chine s'y oppose ouvertement.

Pris de court par la « nouvelle lune de miel américano-japonaise » particulièrement

chaude depuis le mois de mai, le gouvernement coréen a cédé aux demandes américaines de se réconcilier avec son voisin japonais en dépit d'un « passé qui ne passe pas ». Le 22 juin, la présidente Park a participé à la cérémonie du 50^e anniversaire de la normalisation des relations diplomatiques entre les deux pays organisée par l'Ambassade du Japon en Corée et le Premier ministre Abe a assisté à celle préparée par son homologue coréen à Tokyo. Les deux voisins n'ont pas tenu de sommet depuis le retour au pouvoir de Abe.

Si une éventuelle réconciliation entre les deux alliés militaires des États-Unis est requise pour mieux parer aux menaces nucléaires et balistiques de la Corée du Nord, le renforcement de cette alliance à trois, accompagné de la « normalisation » de l'État japonais, peut paraître aux yeux des Chinois comme un formidable dispositif d'endiguement contre leur rêve de « se lever ». Et la Corée devra tôt ou tard prendre position en matière de THAAD. Ce qui constituera pour

¹ Asia Infrastructure Investment Bank

² Terminal High Altitude Area Defense

la Chine, premier partenaire économique du pays, une raison de plus de se méfier de cette alliance à trois renforcée.

Ce numéro de *Korea Analysis* publie un dossier sur « la diplomatie coréenne » composé d'articles rédigés par des auteurs qui, pour la plupart, travaillent aux côtés du gouvernement.

Dans son interview, **Yun Duk-min** examine la diplomatie sud-coréenne en Asie du Nord-est, où une rhétorique de confrontation oppose la Chine et les États-Unis. Il devient plus difficile pour la Corée du Sud de conserver une formule gagnante associant croissance et sécurité et il faudra attendre plusieurs années pour que Kim Jong-un s'engage sur le dossier des relations Nord-Sud. **Léonie Allard** présente l'initiative sud-coréenne pour l'Asie de l'Est, un régime de coopération flexible pour améliorer la confiance entre les acteurs, et l'initiative eurasienne destinée à encourager les échanges économiques et le dialogue sécuritaire. **Lee Seungjoo** analyse la diplomatie des puissances moyennes, et notamment l'initiative MIKTA associant la Corée du Sud, le Mexique, l'Indonésie, la Turquie et l'Australie. Cette diplomatie diffère de celle des grandes puissances pour développer des coopérations basées sur une dynamique de réseau en créant une plateforme de consultation poursuivant des intérêts communs et non les intérêts de chacun. **Kim Kyuryoon** revient sur la diplomatie de la réunification de la Corée du Sud dont la démarche vise à normaliser les relations avec la Corée du Nord en renforçant la confiance bilatérale tout en mettant en œuvre des projets de coopération à une petite échelle permettant d'aboutir à plus long terme à une intégration pacifique entre les deux Corées. **Oh Youngju**, diplomate sud-coréenne, revient sur le modèle de coopération au développement de son pays. La Corée du Sud, de plus en plus active, tente notamment de mettre en avant son expérience historique pour en

faire un véritable modèle de développement. **Kim Taehwan** s'interroge sur les spécificités du modèle de diplomatie publique sud-coréen, une diplomatie de puissance moyenne qui s'appuie sur le succès de la « vague coréenne » pour renforcer son soft power. **Jean-Raphaël Chaponniere** analyse la diplomatie commerciale caractérisée depuis 2000 par la multiplication des accords de libre-échange (ALE). Ayant signé une grande diversité d'accords, la Corée est le seul pays à avoir ratifié un ALE avec les États-Unis, l'Union européenne et la Chine. L'article décrit la course aux ALE et s'interroge sur les rendements décroissants de cette politique.

Hye-Jin Shin présente les musées créés par les chaebols, des établissements qui jouent un rôle important pour la promotion de la culture mais dont la gouvernance a suscité de nombreuses réserves. **Cécilia Nantier** présente l'état des lieux de l'économie créative dans son nouveau cadre qu'est le plan triennal pour l'innovation économique. Elle décrit les résultats des projets phares au regard du calendrier d'action publié par le ministère de la Stratégie et des Finances et analyse les principaux obstacles à la création d'une économie créative. **Valérie Gelézeau** et ses étudiants analysent un film nord-coréen, *Les roues du bonheur*, en montrant ce qu'il nous révèle de la société nord-coréenne, de sa vie matérielle - la nourriture et l'équipement informatique -, mais aussi du rôle de la femme, des rapports homme-femme et de la place du travail.

Ce numéro comme les six précédents a été dirigé par le Professeur **Junghwan Yoo** qui a été à l'origine de cette publication et suivra ses évolutions comme conseiller de la nouvelle direction.

JUNGHWAN YOO, JEAN-RAPHAËL CHAPONNIÈRE

DOSSIER DIPLOMATIE

1. « La politique sud-coréenne n'a pas à choisir entre deux soleils »

Interview de YUN DUK-MIN

Le docteur Yun Duk-min préside depuis 2013 l'Académie nationale de diplomatie de Corée (Korea National Diplomatic Academy, KNDA), l'institution qui recrute et forme les diplomates sud-coréens. Diplômé de l'Université de Wisconsin-Madison et de l'Université Keio au Japon, il a été conseiller lors des négociations sur le nucléaire entre la Corée du Sud et la Corée du Nord entre 1991 et 1992. Il siège au Conseil consultatif national en affaires étrangères et sécurité nationale depuis 2007. Au cours de cet entretien, Yun Duk-min examine la diplomatie sud-coréenne en Asie du Nord-est, où une rhétorique de confrontation oppose la Chine et les États-Unis. Il apparaît de plus en plus difficile pour la Corée du Sud de conserver une formule gagnante associant croissance et sécurité.

La KNDA a été restructurée en 2012 pour devenir une école de diplomatie plutôt qu'un système de sélection des diplomates. Comment la formation des diplomates coréens s'est-elle adaptée aux défis régionaux et internationaux ?

Le nouveau programme pour les candidats au service diplomatique a permis de

mettre en avant et de tester de nouvelles qualifications en interne avant même la sélection des diplomates. Nous souhaitons sensibiliser les candidats aux valeurs du service public dès leur formation académique.

En passant par la KNDA, les diplomates entrent en fonction avec des connaissances sur les activités du ministère et une bonne compréhension des problématiques globales et régionales. L'école est par ailleurs l'un des plus grands think-tanks sud-coréens de politique étrangère et sécurité. Le nouveau curriculum met l'accent sur les compétences en communication, la construction de réseaux et la négociation internationale. Il laisse également une place plus grande aux langues étrangères dont l'importance ne doit pas être sous-estimée aujourd'hui.

L'environnement de la Corée du Sud évolue vers une rivalité sino-américaine grandissante. Comment les diplomates sud-coréens appréhendent-ils ces changements en Asie du Nord-est ?

Je suis certain que les États-Unis et la Chine sont déjà silencieusement engagés dans une compétition intense, du moins dans la péninsule coréenne, et en particulier en Corée du Sud. La Chine, dans une offensive aux orientations réalistes, a commencé à renforcer ses relations avec la Corée du Sud pour étendre son influence en Asie-Pacifique alors que les États-Unis réalisent maintenant plus clairement l'importance stratégique de la Corée du Sud pour contrer l'avancée de la Chine.

Les États-Unis ont affiché leur volonté de renforcer leurs alliances. A ce propos, j'ai été surpris par le sommet Corée du Sud-États Unis et le discours de la présidente Park lors de la session conjointe au Congrès en

mai 2014³. L'alliance avec la Corée du Sud a été décrite comme un « pilier » en Asie de l'Est, tout comme le Japon. Quelques mois plus tard, le président Xi accueillait chaleureusement la présidente Park à l'occasion du second sommet sino-sud-coréen.

Le discours public en Corée du Sud tend à la bipolarisation des questions en Asie du Nord-Est. Dans ce contexte, comment la Corée du Sud peut-elle formuler sa « diplomatie de saggang » (diplomatie envers les quatre grands) ?

Récemment, mon attention a été attirée par le titre d'un article dans le *JoongAng Ilbo* : « Quel soleil la Corée du Sud devrait-elle choisir : les États-Unis ou la Chine ? ». Selon l'auteur, il y a dans le « ciel de l'Asie de l'Est deux soleils levants » et les « Sud-Coréens devraient faire un choix ». Alors que l'intention de l'auteur aurait pu se limiter à identifier un problème, il suggère que la Corée du Sud devrait choisir un nouveau soleil. Cet article m'a amené à réfléchir sur la façon dont les Sud-Coréens conçoivent leur politique en Asie du Nord Est.

Je crois que le but de la diplomatie est de maintenir un équilibre dans la région à travers l'approfondissement des partenariats avec les États-Unis, la Chine, le Japon, la Russie et les autres pays. La solide alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis est un élément d'équilibre essentiel pour la diplomatie régionale. La politique sud-coréenne n'a pas à choisir entre deux

³ Pendant les cinq années du mandat de l'administration Obama, seul six présidents et chefs d'États étrangers ont eu l'opportunité de s'exprimer en session conjointe : le Premier ministre anglais, la Première ministre allemande, la présidente du Mexique, le président d'Israël et étonnamment deux présidents sud-coréens.

« soleils ».

Le récent rapprochement de Séoul avec Beijing à l'initiative de l'administration de Park Geun-hye m'amène à conclure que, parmi ses quinze voisins, la Corée du Sud est le pays avec lequel la Chine entretient les relations les plus amicales. Nous sommes conscients que certains considèrent cette relation avec suspicion en pensant que la Corée du Sud s'incline devant la Chine. Ceci n'est pas un problème car la solide alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis est ce qui a rendu possible le partenariat avec la Chine.

Séoul a finalement décidé de rejoindre la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), l'expliquant par l'approfondissement du partenariat économique entre Séoul et Beijing. Quelles sont les perspectives d'un renforcement des liens sécuritaires et stratégiques ?

La Corée du Sud souhaite une « émergence pacifique » de la Chine, car elle est l'un des plus grands bénéficiaires de la stabilité de l'ordre commercial. La Chine n'est pas seulement un grand marché, elle a augmenté son aide aux pays en développement. Les Coréens sont conscients que le partenariat économique avec la Chine n'est pas en mesure de remplacer l'alliance avec les États-Unis.

La Chine semble tenter d'utiliser les intérêts économiques coréens pour intervenir sur la dimension sécuritaire des relations entre les États-Unis et la Corée du Sud. Je pense que son objectif est de tester la solidité du partenariat stratégique entre la Corée et les

États-Unis et c'est pour cette raison que la Chine évoque la question du THAAD⁴. Séoul et Washington ont un intérêt commun dans le déploiement d'un système de défense de missiles balistiques capable de renforcer les capacités sud-coréennes. Que le THAAD soit effectivement situé en Corée du Sud dépend de l'efficacité et du coût du système, et non de la position chinoise.

« La solide alliance entre la Corée du Sud et les États-Unis est un élément d'équilibre essentiel pour la diplomatie régionale. La politique sud-coréenne n'a pas à choisir entre deux "soleils" »

A l'opposé de Pékin, la relation avec Tokyo est au plus bas, mettant en jeu les fondements même de leur rapprochement. Cette tendance est par ailleurs renforcée par une opinion publique négative. Quels problèmes posent l'administration Abe à la Corée du Sud ?

Depuis la normalisation de leurs relations, les gouvernements successifs ont toujours tenté d'améliorer leurs relations bilatérales. Un cycle

alternant les hauts et les bas perdure depuis une vingtaine d'années. Ces trois dernières années, le climat s'est à nouveau détérioré et l'administration de Park Geun-hye est confrontée au révisionnisme historique d'Abe.

La Corée du Sud a émis deux demandes principales au Japon. Premièrement, elle souhaite un renforcement de la conscience

⁴ THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), système de missiles antibalistiques américains. Sur les problèmes liés au déploiement du système, voir dossier « La défense nationale sud-coréenne », *Korea Analysis*, n° 6, mai 2015.

historique japonaise en Asie de l'Est avec le maintien des déclarations de Kono et Murayama⁵. Deuxièmement, elle demande que soit résolue la question posée par les femmes de réconfort. Je crois que le soutien de l'administration américaine, alliée des deux pays, a été important. Abe a déclaré qu'il héritait des déclarations de Kono et Murayama, mais il n'a pas encore accepté la nature obligatoire de la mobilisation du gouvernement pour les femmes de réconfort. La présidente Park a récemment mentionné que l'on pourrait assister à des progrès et nous allons vers un règlement positif de la dispute.

Les récentes annonces de dialogues de la Corée du Nord ont toujours été fortement conditionnées, notamment par l'arrêt des entraînements conjoints avec les États-Unis. Pour l'instant, les relations intercoréennes patinent. Peut-on envisager de sortir de ce statu quo à court terme ?

Les relations entre les deux Corées sont dans l'impasse. La Corée du Nord a fait preuve d'une attitude très capricieuse, évoquant le matin un dialogue avec la Corée du Sud et procédant le soir à des tirs d'artillerie le long de la NLL (Ligne de limite du Nord)⁶. Cette instabilité continuera encore de nombreuses années. Ce n'est que six ans après la mort de Kim Il-sung en 1994, que Kim Jong-il a accepté un dialogue officiel Nord-Sud. En d'autres termes, six années

ont été nécessaires pour que Kim Jong-il consolide son pouvoir et prenne le contrôle du Parti et de l'armée et pour qu'il s'occupe ensuite des relations avec le Sud. S'il a fallu six années pour Kim Jong-il, qui avait déjà commencé à gouverner le pays conjointement avec son père pendant plus de vingt ans, cela prendra sans doute beaucoup plus de temps pour que Kim Jong-un se préoccupe des relations Nord-Sud, car il n'a pas bénéficié des conseils de son père.

Le régime nord-coréen est resté stable malgré les purges répétées du Parti. Comment la diplomatie sud-coréenne appréhende-t-elle l'évolution du nouveau régime ?

Depuis son arrivée au pouvoir il y a trois ans, Kim Jong-un a mené plusieurs purges violentes de dirigeants militaires et civils du pays⁷. Quelques 90 fonctionnaires de haut niveau et des généraux auraient été exécutés dans le cadre de cette campagne de terreur ; des proches de Kim Jong-un ont été la cible de ces purges⁸.

Bien entendu, il est possible que ces exécutions soient liées à la méfiance et à la personnalité irascible de Kim Jong-un. Il semble cependant que le Comité central du Parti du travail de Corée ait organisé ces purges massives en exploitant l'atmosphère de terreur. L'autorité politique qui était très concentrée sur l'armée s'est déplacée vers le Parti et en particulier le Comité central et les figures clés de cette instance comme Hwang Byung-seo,

⁵ La Déclaration de Kono, publiée en 1993 par l'ancien secrétaire en chef du cabinet Yohei Kono, reconnaît que les forces armées et les autorités japonaises ont forcé des femmes asiatiques à servir d'esclaves sexuelles pendant la Seconde Guerre mondiale et s'engage à ne pas répéter les erreurs du passé.

La déclaration de Murayama Danwa, réalisée en 1995 par le Premier ministre japonais de l'époque, Tomiichi Murayama, est considérée comme une excuse plus large pour les crimes de guerre du Japon.

⁶ La partie maritime occidentale de la frontière intercoréenne.

⁷ Voir Dossier « La Corée du Nord de Kim Jong-un entre conservatisme politique et réformes économiques partielles », *Korea Analysis*, n°4, novembre 2014.

⁸ Comme l'a montré la mise à mort de son oncle Jang Sun-taek, et récemment l'exécution de personnalités politiques qui ont rapidement gagné du pouvoir, tel que le ministre de la Défense Hyun Yong-col, l'architecte en chef de la Commission nationale de la défense Ma Won-chun ou le chef des affaires stratégiques Byun In-sun.

Jo Yon-jun et Kim Kyung-ok. Si le Comité central poursuit l'élimination de tous les officiers et militaires de haut niveau, la Corée du Nord est vouée à un sombre avenir au long terme. Malgré le règne de la terreur, les difficultés économiques et l'isolement diplomatique, ce sont surtout ces purges et les conflits internes qui mettent en danger le système nord-coréen sur le long terme.

nucléaires.

La passivité de la Corée du Sud concernant le nucléaire nord-coréen illustre la volonté des diplomates de contourner ce qui constitue un obstacle à sa politique étrangère globale. Une telle approche n'étant pas viable, en quoi la stratégie d'alignement' de Park Geun-hye répond à ce dilemme ?

Je crois que la Corée du Sud est en partie responsable de l'échec de la résolution du problème nucléaire nord-coréen car sa diplomatie a donné la priorité à l'évolution des relations intercoréennes. Au cours des vingt-cinq dernières années de négociations avec la Corée du Nord, et même au cours des Pourparlers à six, chaque négociateur a privilégié ses intérêts nationaux. Le Japon a mis en avant le problème des enlèvements ; la Chine s'est concentrée sur le maintien de la stabilité du régime nord-coréen; et le problème nord-coréen n'est pas une des priorités de l'agenda américain par rapport à la crise au Moyen-Orient par exemple. La Corée du Nord a capitalisé sur la passivité de ces pays.

Afin de dénucléariser la Corée du Nord, la Corée du Sud devrait prendre les devants des efforts et éviter à tout prix que Pyongyang exclut Séoul des négociations nucléaires. En particulier, les opinions de la Corée du Sud, des États-Unis, du Japon et de la Chine et la Russie devraient être coordonnées. Un « plan d'action global » de la communauté internationale est crucial car il constitue le plus grand obstacle à l'accroissement des capacités



2. Initiatives diplomatiques sud-coréennes pour la sécurité régionale

LÉONIE ALLARD

SOURCES :

- Lee Sang-hyun⁹, « Évaluation des initiatives pour un régime de coopération en Asie du Nord-Est par les précédentes administrations », NAPCI, Conférence internationale Sejong, 5 septembre 2013.
- Kim Taehwan¹⁰, « Au-delà de la géopolitique : l'initiative eurasiennne de la Corée du Sud comme nouvelle *Nordpolitik* », ASAN Open Forum, 16 février 2015.
- Choi Kang¹¹, « Le but de NAPCI », NAPCI, Conférence internationale Sejong, 5 septembre 2013.
- Chung-min Lee, Chang-soo Jin, Sukhee Han, Won-soon Kwon, « Perspectives américaines, japonaises, chinoises et russes », NAPCI, Conférence internationale Sejong, 5 septembre 2013.

⁹ Chercheur au think tank Asan Institute for Policy Studies

¹⁰ Chercheur à l'Académie nationale de diplomatie de Corée (KNDA)

¹¹ Vice-président du think tank Asan Institute for Policy Studies

L'élaboration d'une politique régionale a été l'un des principaux objectifs du gouvernement de Park Geun-hye, pour pallier au manque d'intérêt pour ce sujet de l'administration Lee Mung-bak dont la diplomatie s'était concentrée sur la promotion d'un « Global Korea ». Présentées en 2013, les initiatives de coopération en Asie de l'Est et en Eurasie s'articulent autour des concepts clefs de « *trustpolitik* » -processus de confiance- et « d'alignement » de la diplomatie sud-coréenne. Il s'agit de surmonter le paradoxe sécuritaire et les tensions récurrentes, et de contribuer à la construction d'un environnement international facilitant une réunification pacifique. L'initiative en Asie de l'Est, NAPCI, est un régime de coopération flexible qui, à court terme, devrait accroître la confiance entre les acteurs régionaux pour aborder les questions plus difficiles. La seconde proposition, plus modeste, dite initiative eurasiennne, concerne la facilitation d'échanges économiques et du dialogue sécuritaire.

Innovations et apports de la Corée du Sud

La tentative d'établir un dialogue permanent par la Corée du Sud dans son environnement régional date de la Conférence consultative pour la paix en Asie du Nord-Est imaginée par Roh Tae-woo en 1988. Elle a abouti à un échec au niveau national et international, comme ce sera le cas des initiatives suivantes. Son successeur, Kim Young-sam s'est appuyé sur l'ASEAN pour la mise en place d'un dialogue de sécurité en Asie du Nord-Est, et avec Clinton il propose également de lancer des pourparlers à quatre qui ne résistent pas aux critiques japonaise et russe. Enfin, Roh Moo-hyeon tente de réaliser une série de sommets multilatéraux pour une « ère de paix et de prospérité en Asie du Nord-Est » et suggère pour la première fois d'étendre le dialogue au domaine de sécurité non traditionnel. Pour Lee Sang-hyun, chercheur au think tank Asan, Park Geun-hye est

arrivée à la présidence ayant peu travaillé ces questions. Pour lui, les initiatives des anciennes administrations trouvent leur limite dans un manque de réflexion sur le nationalisme et une vision trop idéaliste.

Selon Choi Kang, vice-président du think tank Asan, l'initiative de Park est pertinente car elle dépasse les initiatives existantes et les essais avortés. En effet, la NACPI ne cherche pas à remplacer les coopérations en cours dans la région tels que le Forum régional de l'ASEAN¹², l'ADMM+ (Asean Defence Ministers Meeting Plus), l'EAS (East Asia Forum), la SCO (Shanghai Coopération Organization) et autres dialogues au niveau civil¹³. Choi Kang insiste sur le fait que l'initiative diffère de pourparlers pour une sécurité multilatérale et n'a pas pour objectif de créer une institution. Le principe central est d'instaurer la confiance et une nouvelle identité régionale. L'approche flexible et multidimensionnelle, réunissant les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, ouverte à tous les pays de la région, constitue également la spécificité de NACPI. Pour Choi Kang, il s'agit d'une opportunité pour la Corée du Sud d'être un pays modèle dans la région.

Lee Sang-hyun mentionne l'initiative eurasienne proposée par Park Geun-hye en octobre 2013 à Séoul comme un soutien à la stratégie de NACPI. Elle a également un objectif sécuritaire et fait partie de la stratégie de Park envers la Corée du Nord, pour une coopération multilatérale visant la stabilisation de la péninsule coréenne. Cette initiative

privilégie les infrastructures, l'énergie et le développement d'un réseau commercial sur le continent eurasiatique. Il présuppose donc la réussite d'une route de la soie et un corridor d'échange trans-eurasiatique de distribution. Le succès du projet permettrait une ouverture de l'économie eurasiatique à la Corée du Sud.

Inspiration européenne

Les divers mécanismes de garantie de sécurité en Europe, dont le processus de CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe) qui, institutionnalisé en 1995, prend le nom de OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), ont inspiré les initiatives sud-coréennes selon le ministère des Affaires étrangères. Les acteurs d'Asie de l'Est ont tardé à reconnaître la pertinence de cette expérience. Dès 1990, le Premier ministre Australien Gareth Evans avait suggéré la création d'un forum sécuritaire régional, version asiatique du CSCE. Soutenue par le Canada, cette idée avait été rejetée par les pays d'Asie de l'Est qui considéraient que la situation n'était pas comparable. Kevin Rudd, alors Premier ministre d'Australie avait également proposé en 2008 un régime de coopération sécuritaire en Asie du Nord-Est basé sur l'OSCE, mais sans succès. Aujourd'hui, les références faites au processus de la réconciliation et de la construction européenne sont de plus en plus présentes.

Pour le vice-président de l'Asan, l'expérience de l'OSCE devrait permettre de trouver une solution à des problèmes spécifiques. La Corée du Sud a besoin de l'Europe pour l'aider à identifier des domaines de coopération et de partage d'expériences. Une référence à l'Europe pourrait l'aider à minimiser la présence de *free riders*. Deux forums ont été organisés à ce but en 2014 entre la KNDA et l'EUISS puis en 2015 lors de la conférence asiatique de l'OSCE à Séoul. Selon Choi

¹² Des forums sont également organisés autour de l'ASEAN, tels que l'ARF qui est un forum inter-gouvernemental consacré aux questions de sécurité et de politique régionale. Le CSCAP (Council for Security Cooperation in Asia Pacific) est un centre de recherche et un organe de conseil de l'ARF.

¹³ A l'instar du NEACD (Northeast Asia Cooperation Dialogue), dialogue non gouvernemental lancé par les États-Unis en 1993.

Kang, il est néanmoins clair que NAPCI n'est pas l'équivalent du processus de Helsinki. L'initiative de Park ne vise pas le maintien d'un *statu quo* et met davantage l'accent sur la coopération pour la confiance. Elle n'est pas fondée sur des motifs fonctionnels ou de techniques particulières et ne cherche pas non plus à résoudre un problème spécifique.

Réponses des acteurs principaux à un régime de coopération sécuritaire

Pour les chercheurs coréens, le contexte actuel marqué par plusieurs pivots en Asie du Nord Est nécessite une rationalisation de l'ordre régional et une meilleure compréhension des réponses possibles des acteurs environnants.

Alors que les relations entre la Corée et le Japon sont au plus bas, selon Chang-soo Jin de l'Institut Sejong, le Japon aurait tendance à donner la priorité à l'amélioration des relations bilatérales et à la mise en place d'un système de coordination entre la Corée, les États-Unis et le Japon avant d'investir dans l'initiative de Park. Le Japon pourrait également redouter d'être soumis à des pressions sur les litiges territoriaux historiques avec la Chine et la Corée du Sud. Selon ce chercheur, il serait préférable que la Corée renforce son dialogue avec le Japon et établisse plus de dialogues multilatéraux incluant le Japon en amont. L'idée d'un régime de sécurité non militaire intéresse le Japon et la création d'un système de coopération en Asie de l'Est fait partie de l'agenda japonais depuis l'East Asia Community Initiative de Yukio Hatoyama.

La Chine a émis son accord de principe sur l'idée d'une structure institutionnelle lâche et de l'inclusion graduelle des questions sécuritaires traditionnelles autour du concept non politique de « confidence building ». Pour

Han Sukhee, professeur à l'Université de Yonsei, l'initiative de Park est un moyen pour la Chine d'accumuler de l'expérience en matière de coopération multilatérale. Il émet néanmoins trois réserves pour la Chine: les pourparlers à six, l'institutionnalisation et le rôle de l'alliance Corée du Sud-États-Unis. S'agissant de la péninsule, la Chine a concentré ses efforts diplomatiques pour la reprise des pourparlers à six, où elle jouait un rôle de leader, et elle espère qu'ils se transforment en une conférence consultative multilatérale permanente. Il est ensuite nécessaire que la Corée du Sud attire l'attention sur le fait que l'initiative n'identifie pas de problèmes particuliers à résoudre afin de rassurer la Chine.

Selon Chung-min Lee, chercheur à l'Université de Yonsei, pour les États-Unis, il s'agit avant tout d'une opportunité de consolider l'alliance avec la Corée du Sud et à l'inverse du Japon, elle y voit plutôt l'opportunité de former une coopération trilatérale avec la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis. L'initiative coréenne sert les objectifs de la politique américaine, c'est-à-dire la stabilisation des tensions en Asie de l'Est et l'amélioration des relations sino-japonaises et sino-coréennes.

La Russie a comme la Chine donné son accord de principe, en concordance avec l'idée mise en avant par Poutine d'une Russie comme « seule superpuissance en Eurasie », pour assurer une présence accrue dans les institutions multilatérales en Asie de l'Est tel que l'EAS ou l'ASEM. Pour Won-soon Kwon, chercheur à l'Université de Hankuk, il est important que l'initiative n'aille pas à l'encontre du présent paradigme de coopération trilatérale entre la Russie, la Corée du Nord et la Corée du Sud avancé par la Russie depuis les années 2000. La Russie a abandonné sa stratégie pro-Corée du Sud en 2000 avec la signature du traité d'amitié avec la Corée du Nord et le maintien de bonnes relations, voisinage et coopération

où Poutine s'est rendu la même année. Dans ce format, la Russie tente d'adopter un rôle de facilitateur entre le Nord et le Sud, qu'elle souhaiterait mettre en avant pour des raisons économiques et politiques.

Le relative manque d'initiatives pour un régime de coopération en Asie de l'Est pourrait permettre à la Corée du Sud de mettre en avant son agenda. Les chercheurs coréens saluent l'initiative tout en soulignant la nécessité de prendre en compte les régimes existants, d'emprunter à Europe et avant tout d'acquérir une bonne compréhension des stratégies et intérêts des pays voisins.



3. La diplomatie de puissance moyenne de la Corée du Sud et les MIKTA

LEE SEUNGJOO

Le contexte international a profondément évolué avec l'émergence de nouveaux acteurs, à la fois étatiques et non étatiques, qui complique la gestion de la gouvernance. Il existe une forte pression pour réformer la gouvernance mondiale. Dans ce cadre et en tant que puissance de taille moyenne, la Corée du Sud a décidé d'accroître sa coopération avec le Mexique, l'Indonésie, la Turquie et l'Australie. Ensemble, ces pays, membres du G20, forment une coalition informelle appelée MIKTA. Leurs ministres des Affaires étrangères se sont rencontrés pour la première fois le 25 septembre 2003, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU et un pays coordonne les actions du groupe sur une base annuelle.

Nous assistons à deux processus simultanés, d'une part un transfert de puissance et d'autre part une diffusion de la puissance, des changements sans précédent qui constituent des défis considérables. Les changements dans la répartition de la puissance sont illustrés par la montée en puissance de la Chine, le déclin relatif des États-Unis, et le rééquilibrage entre pays avancés et pays en

développement : ces évolutions appellent à une modification de la gouvernance mondiale qui n'est plus en phase avec la réalité du nouveau monde. Les États-Unis et la Chine, tentant de construire une nouvelle architecture globale qui reflèterait leurs intérêts propres, exacerbent la concurrence entre eux et ces deux pays sont entrés dans une phase de rivalité institutionnelle qui modifie les contours de toute future gouvernance globale. Cette rivalité exerce une pression sur la gouvernance globale qui repose sur un groupe de pays développés partageant des normes et des objectifs communs. Cependant, illustrant le transfert de puissance, les pays non membres du G7 comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) ont élargi leur influence. Des acteurs non étatiques sont également plus nombreux et ont d'avantage d'influence sur la scène internationale, tels que la Fondation Bill and Melinda Gates qui est désormais le troisième donneur d'aide dans le domaine de la santé, tous acteurs confondus.

En parallèle, la complexité des questions internationales tant politiques qu'économiques, comme le changement climatique, les catastrophes naturelles, les épidémies et les crises économiques, a augmenté de façon spectaculaire. Autrefois séparées, ces questions sont désormais étroitement liées, ce qui exige une nouvelle méthode de résolution de ces problèmes. Dans ce contexte, il faut se rendre à l'évidence, un seul acteur ne peut pas traiter seul toutes ces questions. Ainsi, il est temps de réfléchir à une « une réponse globale aux problèmes mondiaux ».

Ces évolutions constituent une réelle opportunité pour les puissances moyennes comme la Corée et les autres pays membres du MIKTA. Premièrement, l'évolution du contexte international leur permet de renforcer leur rôle dans la gouvernance mondiale. Ils sont ainsi susceptibles d'occuper

des niches diplomatiques et ils pourront concentrer leurs capacités sur des domaines circonscrits. Deuxièmement, en supposant que la politique mondiale d'aujourd'hui est organisée en réseau et ne relève plus d'une organisation hiérarchique, les puissances moyennes sont en mesure d'accroître leur visibilité et leur influence même si elles n'ont pas la capacité de changer l'ordre mondial. Par exemple, le simple fait que les différents acteurs de la coopération au développement aient des intérêts potentiellement conflictuels offre de nouvelles marges de manœuvre aux puissances moyennes. Elles peuvent ainsi se placer entre donateurs traditionnels et donateurs émergents, entre États et acteurs non étatiques. Les puissances moyennes jouissent ainsi d'une « puissance de position ».

Bien sûr, cette « puissance de position » ne garantit pas à ces puissances moyennes d'avoir de l'influence et du prestige. Afin de profiter des avantages tangibles qui découlent de ces positions, les puissances moyennes doivent être en mesure de devenir des « leaders entrepreneuriaux » de la politique mondiale. Contrairement aux puissances moyennes d'antan qui inscrivait leur diplomatie dans une stratégie de « suivisme », les puissances moyennes du XXI^e siècle ont tendance à rechercher un rôle plus militant. Ainsi, leur rôle est devenu très important dans l'architecture actuelle de la gouvernance mondiale. Une variété d'institutions internationales, formelles et informelles, gèrent l'économie mondiale. D'une part, le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Banque mondiale (BM) ou encore le Groupe des sept (G7), sont dirigées par les pays développés qui ont eu un rôle dans la mise en place de l'ordre mondial existant et qui cherchent désormais à le réformer d'une manière graduelle. D'autre part, les puissances émergentes, en particulier les

BRICS, proposent une alternative qui exige une réforme fondamentale de la gouvernance mondiale.

La diplomatie de la Corée du Sud et le MIKTA

Bien que le résultat de la conjonction de ces deux visions concurrentes reste incertain, il est nécessaire d'établir des liens avec les institutions internationales existantes. Les principaux acteurs doivent trouver un moyen de créer ces liens. Allant au-delà des intérêts nationaux étroitement définis, les puissances moyennes devraient être en mesure de respecter les intérêts de chaque État et d'aider à réorganiser la gouvernance mondiale. En bref, il est important pour la gouvernance mondiale que les puissances moyennes prennent davantage d'initiatives et élargissent leur rôle. Cet impératif coïncide justement avec le lancement ambitieux par la Corée du Sud d'une stratégie diplomatique dite de puissance moyenne.

Sous le slogan de « diplomatie de contribution », le gouvernement Lee Myung-bak a cherché à développer la diplomatie sud-coréenne. Il a affirmé qu'il était temps pour la Corée de se joindre aux efforts internationaux entrepris pour résoudre les problèmes mondiaux. Lors de son investiture, le gouvernement Park Geun-hye a lancé une ambitieuse « diplomatie de puissance moyenne » en articulation avec le Processus de paix dans la péninsule coréenne et une initiative pour la paix et la coopération en Asie du Nord. C'est dans ce contexte qu'est né le concept de MIKTA qui apparaît comme l'une des initiatives les plus prometteuses de

la Corée du Sud. Pour la première fois de son histoire, elle développe une « diplomatie de coalition », se démarquant des diplomaties bilatérale et multilatérale traditionnelles. Alors qu'il est absolument utile pour former une telle coalition d'élever la présence internationale de la Corée du Sud, le gouvernement coréen devrait également être en mesure de trouver un moyen de transformer ce groupe d'intérêts communs sur le long terme.

« Les MIKTA se sont efforcés de mettre en œuvre une stratégie de différenciation distincte de celle des puissances moyennes traditionnelles. »

La stratégie de MIKTA

La gouvernance mondiale est traversée par de nombreux clivages qui à la différence de ceux qui caractérisaient la période de la Guerre froide, ne sont pas fixes mais fluides, les différents acteurs recherchant des coalitions temporaires sur des problèmes donnés. Derrière le slogan « la montée du reste: les réseaux inter-régionaux », le Mexique, l'Indonésie, la

Corée, la Turquie et l'Australie ont initié le MIKTA. Consocients de la nature changeante de la gouvernance mondiale, ces cinq pays partagent la même vision et ils estiment que ni un changement radical, ni la poursuite de la gouvernance mondiale ne sont des options souhaitables. Leur fonction de médiateur devient indispensable à l'ère de la transition et de la diffusion de puissance. Profitant de cette position unique, les pays du MIKTA visent à concilier des intérêts potentiellement contradictoires entre les différents acteurs.

Les MIKTA se sont efforcés de mettre en œuvre une stratégie de différenciation distincte de celle des puissances moyennes traditionnelles. Ces dernières, comme le Canada et l'Australie, étaient surtout intéressées par des questions fonctionnelles comme le commerce et les droits de l'homme. Alors qu'ils ont initialement

réussi à élargir leur influence après la Seconde guerre mondiale, ces pays, ayant vite fait le choix du *statu quo*, ont été dans l'impossibilité de réformer la gouvernance mondiale. En revanche, la deuxième génération de puissances moyennes, représentées par les BRICS, joue un rôle de puissances révisionnistes en proposant une vision alternative de l'ordre mondial. Alors qu'ils ont sensibilisé la communauté internationale à la nécessité de réformer la gouvernance mondiale, ils ont davantage provoqué de conflits qu'apporté des réponses.

A l'inverse, les MIKTA prônent des changements progressifs et innovants de la gouvernance mondiale. Ils ont déjà identifié des domaines de coopération comme le changement climatique, la gestion des catastrophes naturelles, la sécurité nucléaire ou encore la cybersécurité. L'approche des MIKTA est innovante pour trois raisons. Premièrement, le MIKTA ne vise pas à créer une nouvelle organisation mais cherche une coopération basée sur une dynamique de réseau. En effet, la gouvernance mondiale ne souffre pas de l'absence d'organisations internationales mais de leur trop grand nombre. Deuxièmement, les MIKTA forment une plate-forme de consultation inter-régionale poursuivant des intérêts communs et non les intérêts propres de chaque pays. En tant que puissances économiques, classées entre la 12^e et la 17^e place, les MIKTA peuvent jouer un rôle actif au niveau régional, tout en défendant les intérêts communs de la communauté internationale. Il ne s'agit ainsi pas d'un partenariat incluant une grande puissance mais un réseau inter-régional souple capable de répondre à des problèmes d'urgence comme la crise Ébola. Troisièmement, les pays MIKTA ont trouvé un moyen innovant de combiner efficacement leurs points communs et leurs différences. Reconnaissant les contraintes potentielles du fait qu'ils ne forment pas un groupe avec une culture ou des valeurs communes, les

MIKTA ont développé leurs points communs afin de renforcer leur cohésion. Ils pourraient ainsi rapidement produire des déclarations communes sur des sujets variés allant de la menace nucléaire nord-coréenne à l'attentat contre le vol Malaysia Airlines MH17 en Ukraine.

Quelle est la prochaine étape pour les MIKTA ? Se concentrer sur leurs points communs risquerait de révéler leur faiblesse. Cultiver leurs différences culturelles ou régionales, ils devraient être en mesure de transformer leurs différences en force. Cette diversité leur permettra de jouer un rôle unique d'intermédiaire et d'influencer l'agenda international.



4. La diplomatie sud-coréenne de l'unification

KIM KYURYOON

Afin de comprendre les divers aspects de l'unification coréenne, il est nécessaire de rappeler des origines de la division de la péninsule à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cette division s'est déroulée en même temps que la libération de la domination coloniale japonaise dont nous fêtons le 70^e anniversaire en 2015. Cinq ans après, la Corée du Nord a tenté d'unifier la péninsule par la force, avec l'aide de l'Union soviétique. Du fait de sa grande faiblesse, le gouvernement sud-coréen n'était pas en mesure de défendre son territoire contre les attaques nord-coréennes. L'Organisation des Nations Unies a donc décidé de l'envoi de troupes placées sous le leadership des États-Unis afin de la défendre. Alors que les troupes de la coalition onusienne atteignaient la rivière Yalu, à la frontière chinoise, Mao Zedong décida de l'envoi massif de « volontaires chinois », brisant une occasion cruciale de parvenir à l'unification sous l'autorité de la Corée du Sud. Après trois ans de guerre, l'armistice mit fin aux hostilités et officialisa la division de la péninsule le long du 38^e parallèle Nord en créant une ligne de démarcation militaire et une zone démilitarisée.

Dans le sud de la péninsule, la République de Corée a développé une nation basée sur la démocratie et l'économie de marché. Son gouvernement a connu un succès remarquable pour le développement et la démocratisation. La Corée du Sud est ainsi devenue un leader mondial dans les secteurs de la construction navale, la construction automobile et l'électronique grand public. Elle est devenue un modèle pour les pays en développement. Cette réussite est d'autant plus exceptionnelle que la Corée du Sud vit sous la menace constante de la Corée du Nord. Au nord de la péninsule, la République populaire démocratique de Corée a établi un régime socialiste qui est devenu un « État en faillite » et une menace pour le monde du fait de l'avancée de son programme nucléaire. Le régime de Kim Jong-un illustre les limites inhérentes à une modernisation socialiste inexistante. D'une part, il souffre des effets secondaires de la contradiction structurelle d'une marchandisation partielle de l'économie planifiée. Enfin, il tente de calmer les revendications populaires avec une dictature de la troisième génération.

Le voisinage de la péninsule est également caractérisé par l'émergence de la Chine dont l'influence devient de plus en plus forte tant sur le plan économique que militaire. Même si la Chine annonce officiellement que l'unification devrait être décidée par le peuple coréen, elle s'inquiète de l'avenir de la Corée du Nord. L'unification est devenue de plus en plus difficile. Cet article cherche à présenter les principales orientations de la politique d'unification sud-coréenne et les conditions nécessaires à la réalisation de l'unification pacifique.

La politique de l'unification

Selon le cabinet de la présidence sud-coréenne, une des quatre priorités du gouvernement est de « jeter les bases d'une

unification pacifique ». Cette priorité se décline selon trois lignes : I) Garantir la sécurité de la Corée du Sud et la paix dans la péninsule, II) S'acheminer vers une unification pacifique, et III) Développer une diplomatie basée sur la confiance. Parmi ces considérations, la sécurité est la plus importante. Si parvenir à une réunification est nécessaire, assurer la sécurité est primordial. En d'autres termes, une paix soutenable est la condition *sine qua non* à une réunification. La politique intercoréenne vise à normaliser les relations avec la Corée du Nord en renforçant la confiance bilatérale tout en mettant en œuvre des projets de coopération à une petite échelle qui permettront d'aboutir à plus long terme, à une intégration complète et pacifique entre les deux Corées.

En Corée du Sud, le ministère de l'Unification est chargé de mettre en œuvre la politique intercoréenne du gouvernement et ses missions sont les suivantes : normaliser les relations intercoréennes, se préparer à l'unification et parvenir à l'unification. Concernant la première mission, le ministre cherche à résoudre les questions humanitaires ; adhérer aux engagements internationaux pris par les deux pays et multiplier les canaux de dialogue ; promouvoir les échanges et la coopération intercoréenne ; et enfin accroître la confiance des deux côtés de la DMZ. Pour préparer l'unification, le ministère cherche à améliorer les programmes personnalisés d'insertion des réfugiés nord-coréens ; renforcer les capacités pratiques dans le cadre d'un processus d'unification ; et parvenir à un consensus international sur l'unification à travers une diplomatie de l'unification. Enfin, pour parvenir à l'unification, le ministère prévoit

de créer une « détente verte », d'assurer « le bonheur des peuples », de mettre en œuvre un programme intitulé « Vision Corée » et d'améliorer son « Plan d'unification pour la communauté Han ».

En plus de ce qui précède, le gouvernement sud-coréen a créé un Comité de préparation pour l'unification en 2014. Depuis son élection, la présidente Park insiste sur la nécessité de préparer l'unification pour qu'elle se déroule dans un cadre pacifique. Dans un discours prononcé à Dresde, elle a fait des propositions claires en utilisant trois principes : humanité, co-prospérité, et intégration. Le Comité cherche à produire une Charte de l'unification, bipartite et nationale ; présenter un modèle de croissance économique suite à l'unification ; mettre en œuvre des projets concrets pour préparer l'unification ; accroître la coopération et le dialogue entre les différents acteurs sud-

coréens dans un contexte universitaire-public-privé ; jouer un rôle de communication et de promotion notamment concernant le cas des réfugiés nord-coréens.

Les chemins vers l'unification

Quand nous pensons à l'unification d'entités étatiques divisées, il existe quatre scénarios construits à partir de deux clivages théoriques : unification graduelle ou unification radicale, unification symétriques ou unification asymétrique. L'unification est équivoque lorsque les deux parties veulent une unification graduelle. L'unification est abrupte lorsque les deux parties souhaitent l'unification et que le processus d'unification est radical. L'unification est absorbante lorsqu'une des deux parties ne souhaite pas l'unification et

« Les efforts diplomatiques de la Corée du Sud doivent commencer par faire mieux comprendre les enjeux de l'unification à la communauté internationale. »

que celle-ci est réalisée de façon accélérée. Enfin, l'unification est « guidante » lorsque l'unification est asymétrique et graduelle. Ce dernier scénario est le plus souhaitable pour la péninsule coréenne.

Une autre question est celle de l'attitude du peuple sud-coréen vis-à-vis de l'unification. Pour mieux la comprendre, il convient de mentionner les précédents historiques. Lorsque l'Allemagne s'est unifiée en 1990, les deux Corées se sont réunies afin de définir la nature fondamentale des relations intercoréennes et elles ont accepté de signer en 1992 un Accord de base. Les deux Allemagne avaient signé ce type d'accord vingt ans avant leur unification. Alors que le contexte international était bouleversé par rapport à la période de la Guerre froide, la Corée du Nord a préféré garantir la survie de son régime et a initié son programme nucléaire. Face à la posture belligérante de la Corée du Nord, la perception générale de la Corée du Sud a été celle d'un coût démesuré de l'unification et *in fine* de son refus. Aujourd'hui, les jeunes sud-coréens sont les plus opposés tant à la réunification qu'à la Corée du Nord. Ce changement d'attitude a eu un impact sur la politique des différents gouvernements. La stratégie actuelle du gouvernement est de rassurer la population, d'atténuer son opposition à l'idée même d'unification et de parvenir à un consensus national.

Un autre impératif est d'obtenir le soutien de la communauté internationale pour l'unification. Membre du G20, la Corée du Sud est à l'origine d'initiatives pour améliorer la gouvernance mondiale. Elle est une puissance moyenne ayant réussi un formidable développement économique. Cependant, la division de la péninsule et les tensions intercoréennes noircissent ce tableau. Il est nécessaire pour la Corée du Sud de modifier ces perceptions. Dans ce cadre, l'Institut coréen de l'unification nationale (KINU) a initié un projet que j'ai piloté

afin d'obtenir les recommandations des pays du G20 concernant l'unification. De ce projet de recherche ont été identifiés dix principes :

- Promouvoir la coopération régionale
- Maintenir une communication stratégique avec toutes les parties
- Développer une vision partagée d'une nouvelle Asie du Nord avec en son sein une Corée unifiée
- Trouver les bases d'un cadre de sécurité régionale
- Éliminer les armes de destruction massive détenues par la Corée du Nord
- Être sensible aux préoccupations de chaque pays
- Accroître la coopération économique régionale et s'en servir comme catalyseur d'une unification pacifique
- Soutenir les efforts sud-coréens et alléger le fardeau de l'unification
- Créer un terrain commun dans chaque pays afin de partager ce fardeau
- Considérer la sécurité humaine des citoyens des deux Corées

Les efforts diplomatiques de la Corée du Sud doivent commencer par faire mieux comprendre les enjeux de l'unification à la communauté internationale. Nous pourrions ensuite partager différentes idées pour stabiliser la péninsule. Ainsi est-il absolument nécessaire d'éviter une nouvelle Guerre froide entre les États-Unis et la Chine. Nous pourrions enfin penser à un partage du fardeau de l'unification dans un cadre multisectoriel. Les efforts coréens pour parvenir à l'unification ont débuté dès la division de la péninsule. Il convient désormais de se concentrer sur ses aspects positifs pour partager ses bénéfices avec la communauté internationale. La Corée du Sud ayant beaucoup reçu pour sa modernisation, il est important qu'elle rende une partie de ce qu'elle a reçu pour contribuer

à un monde pacifique, l'unification de la péninsule pouvant être présentée comme un nouveau modèle d'harmonie.



5. La politique de coopération de la Corée et son ambition pour l'après 2015

OH YOUNGJU

Lors du premier atelier de travail du Busan Global Partnership à Séoul, en novembre 2014, Erik Solheim, le président du Comité d'aide au développement de l'OCDE a fait part de son espoir de voir la communauté internationale s'inspirer de l'expérience sud-coréenne qui pourrait être résumée par le nombre « 390 ». Ce nombre illustre le profond contraste entre la situation de la Corée du Sud sortie ravagée par la guerre en 1953, et celle de la Corée du Sud contemporaine, moderne et développée. Entre ces deux dates, 1953 et 2013, le PIB par habitant de la Corée du Sud est passé de 67 à 26 205 dollars, soit une multiplication par 390. Si aujourd'hui la Corée du Sud peut servir de modèle à des pays en développement qui souhaitent une croissance stable et un développement durable, c'est parce que son expérience a démontré qu'un tel développement est possible.

Ce succès en si peu de temps a fait naître de grandes attentes de la communauté internationale vis-à-vis de la Corée du Sud. Le gouvernement sud-coréen accorde une réelle importance au renforcement de sa

contribution à la paix et à la prospérité mondiale. Dans ce cadre, et alors que le ministre des Affaires étrangères Yun Byung-se soulignait en août 2013 que son pays souhaitait « apporter en retour l'aide que nous avons reçu dans le passé », la Corée du Sud est devenue donatrice d'aide au développement après avoir bénéficié durant plusieurs décennies, de l'aide de la communauté internationale. La coopération au développement est désormais à l'ordre du jour de la diplomatie sud-coréenne et, témoignage de la priorité qui lui est donnée, l'aide au développement mobilise désormais 40% du budget total du ministère des Affaires étrangères. Cependant, en dépit des progrès réalisés pour améliorer sa coopération, la Corée du Sud reste confrontée à de nombreux défis en tant que récent pays donateur.

Dans ce contexte, cet article abordera les profonds changements du paysage mondial de la coopération au développement, examinera l'importance croissante de la coopération au développement dans la diplomatie sud-coréenne, et présentera les contributions possibles de la Corée du Sud dans les années à venir.

Évolution du contexte de la coopération et conséquences pour la Corée

L'année 2015 s'inscrit dans une période marquée par une transformation significative de la coopération internationale pour le développement. Premièrement, dans le cadre de la préparation de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, des consultations

sont menées en vue d'établir un cadre pour l'accroissement des financements reposant sur le Consensus de Monterrey et la Déclaration de Doha. Deuxièmement, sur la base de leçons tirées de l'expérience des quinze années de poursuite des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), la communauté internationale négocie la mise en place d'un nouveau cadre de coopération pour les quinze prochaines années.

Cet agenda de développement post-2015 nécessite d'adopter un ensemble d'objectifs de développement ambitieux et de nouveaux mécanismes de coopération. En effet, depuis l'adoption des OMD en 2001, on a assisté à la forte augmentation du nombre et du type d'acteurs de la coopération au développement. Cette tendance continuera de s'intensifier. C'est une grande opportunité pour les pays récipiendaires d'aide qui doivent mieux déterminer l'association d'acteurs qui maximisera l'impact de l'aide au développement. Cependant, il convient de coordonner ces nouveaux acteurs et de s'assurer qu'ils respectent les normes

internationales existantes.

Ces défis concernent la Corée du Sud. Son gouvernement doit intégrer ce prochain programme de développement qui englobe les dimensions économique, sociale, et environnementale dans ses programmes d'aide. La Corée doit également identifier son avantage comparatif afin de se distinguer des autres acteurs et apporter une vraie valeur ajoutée. Le gouvernement doit également collaborer d'avantage avec les acteurs

« Bien que le montant de son aide publique au développement (APD) reste modeste, la Corée du Sud a un avantage comparatif : sa propre expérience de développement économique rapide et de démocratisation. »

traditionnels et les nouveaux acteurs.

Place de la coopération pour la diplomatie d'une puissance moyenne

2015 est l'année du 5^e anniversaire de l'entrée de la Corée du Sud au Comité d'aide au développement de l'OCDE. En ce sens, la Corée du Sud demeure un adolescent comparé aux donateurs traditionnels qui ont souvent plus de cinq décennies d'expérience. Cependant en cherchant à traduire sa propre expérience en coopération au développement conforme aux normes et pratiques internationales, la Corée du Sud est devenue un adolescent très actif.

Avec l'objectif de faire de la Corée du Sud une puissance moyenne contribuant à la prospérité de l'humanité, le ministère des Affaires étrangères sud-coréen veut faire du pays un contributeur constructif au sein de la communauté internationale. La coopération pour le développement s'inscrit comme une de ses priorités afin d'accroître le statut et le prestige du pays tout en fournissant des biens publics mondiaux et en se conformant aux normes internationales.

Bien que le montant de son aide publique au développement (APD) reste modeste, la Corée du Sud a un avantage comparatif : sa propre expérience de développement économique rapide et de démocratisation. Une expérience récente dont la pertinence est reconnue par la communauté internationale. Si le modèle coréen ne peut être reproduit à l'identique, les enseignements tirés et les principaux facteurs de réussite peuvent être partagés pour aider les pays en développement.

Améliorations et défis à venir

Ces dernières années, la Corée du Sud a fait beaucoup d'efforts pour renforcer le système juridique et administratif de sa

coopération au développement. Adoptés en 2010, une loi-cadre et un décret présidentiel fournissent la base juridique nécessaire à un système plus intégré afin de réduire la pauvreté, de promouvoir les droits humains, l'égalité des sexes et le développement durable. Découlant de ces textes, le Plan stratégique pour la coopération internationale au développement et la Politique mi-parcours de l'APD (2011-2015) ont été présentés. Ils fixent les orientations politiques, les directives d'allocation de l'APD, et la stratégie de partenariat avec d'autres grands acteurs tels que les organisations internationales, les organisations non-gouvernementales (ONG), le milieu universitaire et le secteur privé. Des plans de mise en œuvre spécifiques sont rédigés chaque année, couvrant notamment l'allocation de l'APD par région, par secteur, ainsi que les types de projets prioritaires.

La communication avec les pays en développement et les partenaires au développement s'est intensifiée. Par le biais de consultations sur les priorités de développement, des « stratégies de partenariat » ont été formulées pour chaque pays partenaire dans le but de maximiser les synergies et d'améliorer l'efficacité de notre APD. En outre, des consultations politiques sur la coopération au développement ont été menées avec les principaux partenaires, tant donateurs que receveurs d'APD. Les partenariats avec les organismes nationaux comme les ONG sud-coréennes ont également été renforcés à travers l'organisation d'un dialogue accru avec la société civile.

En plus de ses efforts, la Corée du Sud a introduit de nouvelles modalités pour développer ses ressources financières et non financières. Considéré comme un mécanisme de financement innovant, la Corée du Sud a mis en place dès 2007 une taxe de solidarité sur les billets d'avion, une mesure grâce à laquelle 1000 KRW (soit environ 70

centimes d'euros) sont collectés auprès de chaque passager d'un vol international au départ de Corée du Sud. Cette taxe finance des programmes sanitaires en Afrique. Le ministère des Affaires étrangères a également créé en 2012 une plateforme collaborative entre le gouvernement, la société civile, le milieu universitaire et le secteur privé afin d'améliorer la communication, la coordination et de développer des synergies. La notion de partenariat public-privé a également été mise en avant.

En plus de ces initiatives nationales, la Corée du Sud entend participer activement aux mécanismes de coopération internationale en jouant un rôle de facilitateur lors d'importants forums mais aussi en jouant rôle de contributeur à l'agenda international. Séoul s'est ainsi illustrée en accueillant divers événements majeurs comme le sommet du G20 en 2010 au cours duquel le « Consensus de Séoul sur le développement pour une croissance partagée » a été approuvé, le 4^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (High Level Forum on Aid Effectiveness - FHN-4) en 2011 qui a ouvert la voie au « Partenariat mondial pour une coopération efficace pour le développement » (Global Partnership for Effective Development Cooperation - GPEDC), l'atelier de travail annuel du Busan Global Partnership et ses programmes de formation en 2014, ou encore le Symposium de haut niveau du Forum de coopération au développement de l'ONU en 2015.

Mais en dépit de ces résultats, des défis demeurent. La Corée du Sud doit augmenter son volume de l'APD pour qu'il atteigne 0,7 %

de son revenu national brut, tout en améliorant son efficacité. Les synergies doivent être renforcées notamment entre les prêts et les subventions, afin d'identifier une combinaison idéale et plus efficace. Grâce à de solides partenariats, le gouvernement devra accroître les ressources provenant de la société civile et du secteur privé. Plus d'attention devra être accordée à l'amélioration de la qualité et de l'impact de notre coopération au développement. La cohérence des politiques entre les différents ministères et organismes gouvernementaux devrait être accrue. Les capacités des organismes qui mettent en œuvre notre politique d'APD sur le terrain doivent être renforcées afin que l'impact concret de notre politique soit renforcé. Enfin, améliorer la transparence de notre politique d'APD est crucial ce qui explique que la Corée du Sud rejoindra l'année prochaine l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (International Aid Transparency Initiative - IATI).

« La diplomatie publique peut être un instrument grâce auquel les puissances moyennes réduisent leur dépendance vis-à-vis des grandes puissances. »

La contribution de la Corée à l'agenda post-2015

La période post-2015 sera cruciale pour la Corée du Sud qui devra se transformer en un donneur d'aide mature. Elle s'engage à poursuivre ses efforts afin de résoudre les problèmes qui subsistent et améliorer sa coopération. En parallèle, la Corée du Sud demeure une puissance moyenne qui peut assumer une fonction de médiateur, de facilitateur, et de contributeur au sein de la communauté internationale.

Le « Partenariat mondial pour une coopération efficace pour le développement » a été mis

en place suite à l'adoption de l'Accord de partenariat de Busan découlant directement du FHN-4. Il repose sur la nécessité d'améliorer la qualité de la coopération au développement en respectant plusieurs principes. Non seulement la Corée du Sud a contribué financièrement à la création de ce partenariat en tant que pays d'accueil du FHN-4, mais le pays joue également un rôle important en tant que membre du Comité de pilotage du partenariat. L'objectif est de mieux surveiller les pratiques de coopération au développement au niveau local afin d'accroître leur efficacité.

Pourquoi est-il important pour la Corée du Sud de défendre les principes d'une coopération efficace au développement ? La raison est que notre pays croit en la force de ces principes qui ont un réel impact pour le développement durable de chaque pays. Ces principes comme la propriété, le partenariat, la transparence ou encore le fait de rendre des comptes, n'existaient pas formellement lorsque la Corée du Sud s'est développée. Et pourtant, ce sont ces principes qui ont permis à la Corée du Sud d'identifier ses priorités de développement, de concevoir sa stratégie nationale de développement, et, d'atteindre un tel niveau de croissance et de développement.



6. La diplomatie publique, style coréen

KIM TAEHWAN

La diplomatie publique, en tant que discipline académique et pratique diplomatique, a considérablement évolué au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Son changement comme pratique diplomatique est particulièrement notable au début du XXI^e siècle. Les avancées technologiques de l'information et de la communication combinées à l'avènement de l'Internet ont été une force motrice essentielle pour stimuler cette diplomatie publique et en faire une nouvelle forme de diplomatie.

Les limites de la puissance classique ont incité les pays à faire évoluer leur pratique diplomatique, avec notamment un rôle croissant attribué au soft power. La Corée du Sud a intensifié ses efforts depuis le milieu des années 2000 et ses pratiques diplomatiques ont des caractéristiques propres. De nombreux facteurs façonnent la diplomatie d'une nation : les ressources dédiées, la capacité de l'État à créer un soft power stratégique, le contexte géopolitique, l'histoire du développement national, etc. Cet article soulève la question de la spécificité de la diplomatie publique sud-coréenne. Existe-t-il un modèle de diplomatie publique

sud-coréen ? Peut-être est-il prématuré de discuter de cette question car le modèle est en gestation. Néanmoins, nous pouvons identifier au moins quatre spécificités des pratiques sud-coréennes des deux dernières décennies.

Une diplomatie publique de puissance moyenne

Le terme de puissance moyenne fait référence à des pays qui ne sont ni des grandes, ni des petites puissances en termes militaires et économique. Les puissances moyennes ont une fonction spécifique en ce qu'elles jouent un rôle proactif pour servir d'intermédiaire entre les grandes puissances et les petites, et aussi entre des puissances ayant des intérêts conflictuels.

Pour ces puissances moyennes, la diplomatie publique est importante pour au moins deux raisons. Premièrement, les relations internationales qui reposent sur le hard power ne sont pas seulement coûteuses, elles sont aussi très risquées. Le « dilemme de sécurité » telle que définie dès 1951 par John Herz crée une spirale conduisant à un renforcement militaire de ces États qui, *in fine*, accroît les tensions et le risque de conflit. En revanche, la diplomatie publique, expression du soft power, présente beaucoup moins de risques d'escalade. Pour les puissances moyennes qui ont du hard power et surtout du soft power, la diplomatie publique est une réelle opportunité d'influence.

Deuxièmement, la diplomatie publique peut être un instrument grâce auquel les puissances moyennes réduisent leur dépendance vis-à-vis des grandes puissances. La Corée du Sud est au cœur de la rivalité sino-américaine. L'alliance avec les États-Unis est l'épine dorsale de sa sécurité

depuis la guerre de Corée et le restera tant que la menace nord-coréenne perdurera. Sur le plan économique, la Corée est très dépendante de la Chine qui est son premier partenaire commercial depuis 2003 (les échanges avec la Chine représentant plus de 20% du commerce extérieur coréen et 18% du PIB coréen. En 2013, les échanges commerciaux atteignaient 270 milliards de dollars soit 55 fois la valeur des échanges en 1992 et la Chine est la destination principale des IDE sud-coréens qui pour la seule année 2013 dépassaient cinq milliards de dollars. Trouver un équilibre entre ces deux grandes puissances n'est pas aisé, et la Corée du Sud doit trouver le moyen de gérer au mieux cette double dépendance et de s'en extraire le plus possible afin de devenir un « État pivot » selon Ian Bremmer. La diplomatie publique pourrait être un outil lui permettant de se rapprocher d'autres puissances ayant des intérêts communs.

L'école réaliste des relations internationales plaide pour le recours au smart power, association du hard et du soft power, afin de maximiser les intérêts nationaux dans une société internationale anarchique. Dans cette logique, la diplomatie publique en capitalisant sur le soft power n'est qu'une nouvelle forme de compétition interétatique qui pourrait conduire au « choc des civilisations » théorisé par Samuel Huntington en 1993. Cette logique s'applique avant tout aux grandes puissances. Cependant, les puissances moyennes disposent de beaucoup moins de ressources. Ceci est la raison pour laquelle elles devraient être libérales par nature et donc rechercher des gains absolus plutôt que des gains relatifs, des intérêts communs plutôt que des intérêts nationaux, la production de biens publics plutôt que de biens privés.

Un modèle de labourage

La « vague coréenne », une exportation de produits culturels de l'industrie du divertissement, a été le précurseur de la diplomatie publique depuis les années 1990. Elle a commencé par exporter des séries télévisées, K-Drama puis de la musique K-Pop. Rendue possible par l'activisme de l'industrie du divertissement, cette vague a ensuite pris une forme politique car le gouvernement avait l'objectif d'accroître les exportations de produits culturels et la volonté d'utiliser cette vague pour servir les intérêts du soft power national. Le succès de la vague coréenne est également une bonne illustration du partenariat public-privé, entre le gouvernement et l'industrie des médias et du divertissement. En 2015, les exportations de produits culturels atteindront 120 millions de dollars, soit une hausse annuelle de 7%.

La vague coréenne atteint peut être son apogée et on peut s'interroger sur sa soutenabilité. Tout d'abord, la popularité de la culture pop, et donc de ses produits, est un phénomène de mode. Dans les années 1980, nous avons assisté à la popularité de la J-Pop et des J-Drama qui a diminué dans les années 2000. La vague coréenne ne fera pas exception. Pour éviter qu'elle ne dépérisse, il est impératif de trouver des relais de croissance et de nouveaux produits d'exportation à succès. Le gouvernement s'efforce d'élargir cette vague coréenne à d'autres secteurs comme l'animation, les jeux en ligne, la gastronomie ou encore la mode.

Le principal moteur de la vague coréenne est son intérêt commercial. S'il n'y a rien à objecter à cela dans le cadre d'un capitalisme mondial, cette dimension commerciale pose néanmoins une limite claire à l'action du gouvernement dans le cadre de sa diplomatie publique. De plus, alors que tout

semble de plus en plus politisé, la vague coréenne suscite des retours de flamme. Récemment, une « vague anti-coréenne » serait apparue en Chine et au Japon du fait d'un nationalisme culturel s'inquiétant de « l'impérialisme culturel » sud-coréen qui se répand notamment via le cyberspace. Plus inquiétant, le gouvernement sud-coréen a pu devenir prisonnier de la popularité de cette vague. Le mythe de la « vague coréenne éternelle » peut entraver le développement d'autres expressions du soft power sud-coréen. Cela implique que, tout comme un paysan, le gouvernement sud-coréen sème dès maintenant de nouvelles graines sur les sols labourés par la vague coréenne qui permettront, une fois germées, d'alimenter les intérêts étrangers suscités par la première vague coréenne.

Une diplomatie de la connaissance

La diplomatie de la connaissance sud-coréenne a un grand potentiel en tant que relais de soft power pour remplacer la « vague coréenne ». La diplomatie de la connaissance peut être définie comme une forme de diplomatie publique ayant recours aux idées, valeurs, institutions et politiques accumulées au cours de l'expérience historique d'un pays. En moins d'un demi-siècle, la Corée du Sud est devenue le premier et le seul pays à être passé d'un statut de receveur d'aide au développement à un pays donneur, une conséquence directe de son formidable développement économique et de sa démocratisation politique. Ce « miracle de la rivière Han » est à la base de la diplomatie de la connaissance sud-coréenne et s'inscrit au cœur de plusieurs programmes de coopération internationale comme le DEEP (Programme d'échange des expériences de développement, Development Experience Exchange Program) et le KSP (Programme de partage coréen, Korea Sharing Program).

L'intérêt des pays en développement pour le modèle sud-coréen pourrait accroître le soft power de la Corée du Sud.

Sous le slogan de la « Diplomatie de la contribution, le gouvernement a récemment augmenté sa contribution à l'aide publique au développement (APD) et aux opérations de maintien de la paix onusiennes tout en renforçant les initiatives DEEP et KSP. Cette diplomatie de la connaissance repose sur trois piliers : des consultations politiques dans un cadre bilatéral et dans un cadre multilatérale (Banque mondiale, Banque asiatique de développement et Banque interaméricaine de développement), documentation et médiatisation du modèle sud-coréen.

La connaissance est désormais une composante importante de la coopération au développement. En janvier 2013, la Conférence annuelle du Comité d'aide au développement de l'OCDE a officiellement lancé l'Alliance pour un partage des connaissances (Knowledge Sharing Alliance) en tant que troisième pilier de la coopération au développement, en addition de l'aide financière pour la construction d'infrastructures et de la coopération technique qui inclut la formation et l'envoi de bénévoles. Or, la formation technique des fonctionnaires et des étudiants d'administrations publiques est un élément important de la KSP, ce qui signifie que cette initiative est devenue un modèle international suivi par d'autres.

Le développement des ressources humaines, qui inclut le système d'éducation, l'e-gouvernement et les e-systèmes de sécurité utilisant des technologies de l'information, et son expérience de la démocratisation politique sont également d'autres expériences que la Corée du Sud pourrait partager. On peut aussi évoquer la diplomatie scientifique couvrant la sécurité

nucléaire, la cybersécurité, la gestion des catastrophes et le changement climatique.

Une diplomatie publique participative

Une autre caractéristique est la participation du peuple sud-coréen à la diplomatie publique. Le soutien et la participation populaire sont importants dans un contexte d'émergence d'acteurs non étatiques. Cette participation présente un avantage concurrentiel stratégique pour les nations démocratiques par rapport aux nations non-démocratiques. La société civile des pays démocratiques est en soi une source importante de soft power tout en demeurant un acteur parfois autonome de la diplomatie publique gouvernementale.

Dans ce contexte, le ministère des Affaires étrangères a récemment intensifié ses efforts pour développer des programmes de diplomatie publique participative. Le ministère a ainsi lancé en 2013 une série de programmes : Tous les coréens font de la diplomatie publique, le Groupe des diplomates publics junior et senior, le Groupe des universitaires pour la diplomatie publique, ou encore le Groupe des ambassadeurs de bonne volonté pour la diplomatie publique. De son côté, la Fondation de Corée a initié plusieurs programmes comme le Concours des programmes pour les ONG, et les Jeunes bénévoles pour la diplomatie publique.

Vers un modèle de diplomatie publique collaborative

En tant que pays de puissance moyenne, la Corée a des avantages comparatifs et compétitifs qui dépendent de sa capacité à produire des biens publics mondiaux. En ce sens, la diplomatie publique collaborative, constituée d'« initiatives dans lesquelles plusieurs pays participent à un projet

commun » doit être soulignée. Dans ce cadre, les pays étrangers ne sont plus des sujets mais des acteurs de la diplomatie publique. Tant le gouvernement et la société civile sont les sujets de programmes de diplomatie publique de collaboration.

Bien qu'elle développe une diplomatie publique depuis moins de dix ans, la Corée du Sud a réussi à créer son « style ». Alors que les conflits politiques traditionnels refont surface en Asie, certains évoquant même une nouvelle guerre froide, et que des acteurs non-étatiques comme l'État Islamique menacent la stabilité mondiale, les vieilles règles internationales ne tenant compte que des grandes puissances encouragent les conflits. A l'inverse, les puissances moyennes sont très préoccupées par une réforme l'ordre international. L'avènement d'un ordre post-Westphalien offre des opportunités aux puissances moyennes et il apparait comme souhaitable et rationnel que la Corée du Sud les saisisse en développant sa diplomatie publique. Cependant, une diplomatie publique réaliste pourrait conduire le monde à une compétition interétatique accrue, voir à des risques de conflits. Que ces opportunités se transforment en coopération ou en conflit dépend en grande partie du rôle des puissances moyennes. La Corée du Sud a le potentiel d'influencer un paradigme libéral par sa diplomatie et en plaçant ses intérêts nationaux dans le temps long.



7. Les rendements décroissants de la diplomatie commerciale

JEAN-RAPHAEL CHAPONNIÈRE

SOURCES :

- Taeho Bark, "The relationship between trade and economic growth and a slowdown of exports in Korea", dans *Centre for Economic Policy Research : The Global Trade Slowdown: A New Norm ?*, A VoxEU.org eBook, 2015
- Inkyo Cheong, "Korea's policy package for enhancing its FTA utilization and implication for Korea's policy", *ERIA discussion paper series*, Mai 2014
- Chung Hae-kwan's, "The Korea-Chile FTA: Significance and Implications", *East Asia Review*, Spring 2003
- K Kesavapany, Rahul Sen, *Negotiating the Korea-Singapore FTA. A Case Study*, Institute of Southeast Asian Studies, 2007
- G. John Ikenberry, Jongryn Mo, *The Rise of Korean Leadership Emerging Powers and Liberal International Order*, Palgrave Macmillan, 2013
- Myoung, Jin-ho, Hye-sun Jung, Hyun-jung Je and Seol-gi Mun, "The Decade-Long Journey of Korea's FTAs", Séoul, Institute for International Trade Working Paper, juin 2014

- Kim, Gyupan, "Japan's Participation in TPP Negotiation: Prospect and Policy Implications for Korea", KIEP World Economy Update 3, n° 6, Séoul, Korea Institute for International Economic Policy, 2013.

- Zubeyir Kilinc, Merve Mavu, Arif Oduncu, "Economic Impacts of Korea-Turkey FTA", Central Bank of the Republic of Turkey, Munich Personal RePEc Archive, février 2015.

La Corée est le sixième exportateur mondial, derrière la France, et l'exportation joue un rôle considérable dans son économie; aussi l'accès au marché mondial a toujours été une dimension de sa diplomatie. Elle l'est davantage depuis les années 2000 marquées par l'adoption d'une approche bilatérale et la multiplication des accords de libre-échange (ALE) qui ne relèvent pas seulement du commerce et expriment des postures géopolitiques. Connue pour ses réflexes protectionnistes, la Corée est le pays qui a signé la plus grande diversité d'ALE, de l'Amérique du Sud à l'Union européenne, en passant par l'Asie et le Moyen-Orient. Elle est le seul pays à avoir ratifié un ALE avec les États Unis, l'Union européenne et la Chine. Cet article décrit la course coréenne aux ALE, des accords très différents entre eux et il conclut sur les limites de la diplomatie commerciale coréenne.

La Corée dans la course aux accords de libre échange

Jusqu'à la fin des années 1980, le Japon était le principal fournisseur de la Corée et les États-Unis son premier débouché. L'excédent sur les États-Unis avait comme corollaire un déficit avec le Japon. Ce déséquilibre a conduit les Américains à faire pression pour une appréciation du *won* et l'ouverture du marché financier. S'en est suivi un afflux de capitaux qui a conduit à

la crise de 1997. Cette crise a marqué une inflexion du régime de croissance – baisse du taux d'investissement – et des modalités d'insertion internationale, avec d'une part l'apparition d'un excédent courant et d'autre part le redéploiement des échanges qui a accompagné la réorientation vers le bilatéralisme de la diplomatie commerciale.

La Corée a longtemps privilégié une approche multilatérale du commerce international. Son attitude s'est infléchie dès la fin de la décennie 1980 lorsqu'elle a été menacée par les foudres américaines (« le super 301 »). La naissance du Grand Marché et du NAFTA, le démarrage difficile du Doha Round, la crise et l'élection du président Kim Dae Jung ont précipité un changement. Soucieux de promouvoir des réformes, le nouveau président a opté pour une stratégie de promotion des ALE. Il a élargi au commerce extérieur les compétences du ministère des Affaires étrangères qui s'est doté en 1998 d'une direction en charge du suivi de ces accords et l'année suivante, la Corée entamait des discussions avec le Chili.

	Début des négociations	Date de signature	Échanges bilatéraux en % du commerce extérieur coréen (2015)
Conclus			
Chili	1999	2003	0,60%
Singapour	2002	2005	3,1%
EFTA	2004	2005	0,7%
ASEAN	2003	2009	12,6%
Inde	2004	2009	1,8%
UE	2006	2009	10,4%
Pérou	2005	2011	0,20%
États-Unis	2004	2011	11,5%
Turquie	2010	2012	0,7%
Chine	2004	2015	23,0%
Vietnam	2010	2015	2,8%
En négociation			
Colombie	2008		0,2%
Canada	2004		0,9%
Mexico	2004		1,3%
CGC	2007		4,6%
Australie	2006		2,8%
Nouvelle-Zélande	2006		0,3%
Indonésie	2011		1,8%
Japon			7,6%
Mercosur	2004		1,40%
Israël	2009		0,20%
Amérique Centrale	2015		0,05%
Malaisie	2011		1,6%
Mongolie	2008		0,3%

Pourquoi le Chili ? Les Coréens hésitaient entre la Turquie, la Thaïlande, la Nouvelle-Zélande et Israël. Membre de l'APEC, le Chili avait déjà signé plusieurs ALE (Mercosur, Canada, Mexique, Amérique centrale) et discutait un accord avec les États-Unis. Le commerce entre la Corée et le Chili représentant moins de 1 % du commerce extérieur de chacun des partenaires, cet accord n'était pas un enjeu majeur et ce d'autant plus que les structures d'exportation coréenne et chilienne étaient plus complémentaires que concurrentes et que, situés dans des hémisphères différents, ces pays n'avaient pas les mêmes calendriers agricoles. Les négociateurs ont néanmoins été confrontés aux vives réactions des

agriculteurs sud-coréens. Après vingt mois de blocage, l'accord aurait capoté si, à la demande de la Corée, le Chili n'avait pas écarté les pommes et les poires en échange du maintien de protection sur les équipements ménagers (réfrigérateurs et machines à laver). Le gouvernement coréen a publié en 2003 une feuille de route qui prévoyait de négocier plusieurs ALE avec des pays émergents avant d'aborder les pays de l'OCDE.

Pendant la crise asiatique, en 1998, le président Kim Dae-Jung a proposé à l'ASEAN la création d'un East Asia Study Group et engagé les négociations d'un ALE avec Singapour signé en 2005 par

Ban Ki-Moon, ministre des Affaires étrangères. Cet accord visait à construire un cadre pour une coopération avec l'ASEAN, il couvrait les services, les marchés publics et la propriété intellectuelle. En 2003, sous la présidence de Roh Moo-hyun la Corée a entamé des négociations avec l'ASEAN qui ont abouti en 2007¹ pour les marchandises et en 2009 pour les services. L'année suivante la Corée a abordé l'Europe, en discutant avec l'European Free Trade Association, composée de l'Islande, de la Norvège, du Lichtenstein et de la Suisse, signé un an plus tard.

Jusqu'alors la Corée négociait des accords dont l'envergure était limitée, avec des pays ne menaçant ni son agriculture ni son industrie. La feuille de route des ALE proposait d'attendre avant de négocier avec les États-Unis et l'UE. Dans une lettre au président Clinton, des entreprises américaines implantées en Corée avaient plaidé pour un ALE en 1999, et déposé au mois de décembre un projet de loi. Ce dernier n'a pas été discuté du fait de la vive opposition des parlementaires à un accord avec la Corée. En 2006, Roh Moo-hyun a surpris en décidant d'engager des négociations pour un ALE. Forts de l'expérience acquise avec le Chili, les Coréens n'ont pas exigé des restrictions pour les produits agricoles - dont les pommes et les poires - et le gouvernement a accordé une subvention importante aux agriculteurs. L'accord a été finalisé en 2007 mais, la crise de 2008 ainsi que l'opposition du lobby automobile américain et des éleveurs coréens ont retardé à 2011 la ratification du KorUS. Cet accord élimine les droits de douane sur plus de 90 % du commerce, ouvre le marché automobile, agricole (à l'exception du marché du riz mais incluant l'ouverture celui de la viande de bœuf en dépit de violentes

manifestations), le marché pharmaceutique et les services financiers. Cet accord a été mis en œuvre en 2012, après l'accord signé avec l'Inde et l'UE.

C'est sur la base de critères élaborés par le rapport Global Europe - potentiel économique, protection contre les importations européennes, état des négociations avec des concurrents - que Bruxelles a choisi d'engager des négociations avec la Corée du Sud qui ont abouti trois années plus tard à la signature d'un accord. Le KorEU élimine les barrières tarifaires et non tarifaires sur les produits industriels, les produits agricoles et les services - dont le commerce de détail et de gros - et couvre les marchés publics et la propriété intellectuelle. A la différence du KorUS, il ne prévoit pas de sanction en cas de violation des droits du travail et il couvre moins d'activités de services qui sont définis selon une liste positive alors que le KorUS a adopté une liste négative.

En 2004, les Coréens ont entamé les négociations avec l'Inde qui n'avait signé qu'un ALE avec Singapour. Le Comprehensive Partnership Economic - intitulé souhaité par les Indiens - prévoit de fortes baisses des barrières tarifaires sur les produits industriels - y compris sur les automobiles - et couvre les services informatiques, l'ingénierie, les finances et les services juridiques ; il exclut l'agriculture, les pêches et les mines.

La Corée qui, en 2000, n'avait pas donné suite à une proposition du Japon, a accepté de négocier avec la Chine qui, souhaitait signer un accord avec un pays de l'OCDE. Motivés par des raisons plus politiques qu'économiques, les Chinois se sont montrés flexibles dans leurs négociations avec les Coréens qui, de leurs côtés, souhaitaient « sécuriser » l'ouverture du marché chinois et préparer des négociations à venir avec le Japon dans le cadre du CCJ (*infra*). L'accord a été signé pendant le sommet

¹ La Thaïlande a refusé de signer cet accord qui exclut le riz alors que le Vietnam (exportateur de riz) l'a signé et qu'elle avait signé des accords similaires avec le Japon et la Chine. La Thaïlande a signé l'ALE en 2009.

de l'APEC (Pékin, décembre 2014), et six mois plus tard la présidente Park Geunhye a signé un ALE avec le Vietnam. Commencées en 2010, les négociations avec la Turquie se sont conclues en 2012 et d'autres sont en cours (Colombie, CGC, Australie, Nouvelle-Zélande, Mexique, Mercosur, Amérique Centrale, Israël).

Publiée en 2013, la nouvelle feuille de route pour les ALE tient compte des transformations de l'environnement international avec l'apparition de « méga ALE » dont le CCJ (Chine, Corée, Japon) et le TPP (Transpacifique Partnership). Le Japon avait pris l'initiative de l'accord CCJ qui avait très peu avancé en 2007. Réagissant à l'annonce du Transpacifique Partnership (TPP), les trois pays ont ratifié un accord de protection des investissements et engagé des discussions qui ont ralenti du fait de la montée des tensions entre le Japon et la Chine : le septième round a eu lieu en avril 2015. La Corée réalise un tiers de son commerce avec des pays adhérents au TPP et a signé des ALE avec huit d'entre eux : elle est mieux préparée que d'autres pays pour devenir « l'heureux treizième membre du TPP » qui exigerait qu'elle adopte les clauses d'arbitrage entre investisseurs étrangers et États et qu'elle ouvre davantage son marché agricole. En adhérant au TPP la Corée serait *de facto* en situation de libre-échange avec le Japon alors qu'elle préfère négocier les termes de cet accord. Enfin, les Coréens hésitent à s'engager dans une alliance présentée comme une arme géo-économique contre la Chine. Son attitude a évolué en 2013 après la publication d'une étude sur l'impact de la participation du Japon au TPP et en novembre 2013, le Vice-Premier ministre coréen a évoqué la participation de son pays à cet accord. Elle ne pourra se faire qu'après la finalisation de cet accord.

Des accords de profondeur variable

La signature d'un ALE signale le début d'un démantèlement des barrières suivant des échéanciers variables ; le rythme et l'envergure de ces baisses différencient les ALE négociés avec des pays émergents des accords avec les États-Unis et l'Europe.

Les sujets couverts par les ALE de la Corée

	Chili	Singapour	EFTA	ASEAN	Inde	États-Unis	UE
Elimination tarifs	O	O	O	O	O	O	O
Barrières Non Tarifaires				X	X	O	O
Restrictions quantitatives	O	O	O	O		O	O
Clause anti dumping	O	O	O	O		X	O
Règles d'origine	O	O	O	O	O	O	O
Investissement	O	O	O	O	O	O	O
Services	X	X	X	O	O	O	O
Accord de reconnaissance mutuelle	X	O	O			O	X
Mesures sanitaires et phytosanitaires	O	O	X	X		O	O
Barrières techniques au commerce		O	X	X		O	O
Marchés publics						O	O
Propriété Intellectuelle	X	X	X	O	O	O	O
E Commerce		O					
Conflits sociaux	O	X			O		O
Environnement						O	O

o = couvert, x = partiellement couvert

Source : Cho, Mijin et al., *Analysis of Economic Effects of FTAs and Strategies for Raising FTA Utilization Rates*, Korea, The European Union Studies Association of Korea, 2011.

L'ALE entre la Corée et l'ASEAN prévoit trois calendriers de baisses de tarifs qui se feront entre 2016 et 2022 tout en laissant de côté les barrières non tarifaires. Dans l'accord avec la Chine, les baisses tarifaires s'étalent sur vingt ans et, parmi les centaines de lignes tarifaires concernées, les produits sensibles représentent 15 % des échanges bilatéraux au lieu de 2 % dans le cas du KorUs ou du KorUE. Le traitement de l'agriculture est variable selon les ALE : aucune élimination de tarifs n'est prévue pour 30 % environ des lignes tarifaires agricoles dans le cas du Chili, et de l'ASEAN contre seulement 2 % dans le KorUS et 5 % dans le KorUE.

Les exportateurs coréens utilisent-ils les FTA ? Une enquête de Inkyo Cheong révèle un taux d'utilisation élevé vers l'Amérique latine et les pays européens, faible vers l'Inde et l'ASEAN. Les tarifs ayant régulièrement diminué, le gain attendu - équivalent à un tarif de 1 % dans le cas de l'ASEAN - est inférieur au coût

des transactions administratives à engager pour l'obtention du certificat d'origine des produits. En outre, une proportion importante des PMI ignorent l'existence de ces accords ; enfin, dans le cas de l'accord avec l'ASEAN, les produits pour lesquels les exportateurs coréens sont les plus compétitifs figurent dans la liste des produits sensibles et ultra sensibles qui conservent des tarifs élevés.

Taux d'utilisation¹ des ALE pour les exportations en 2013

	Ensemble	chaebols	PMI
Chili	78,4%	82,70%	70,60%
EFTA	80,5%	95,60%	67,90%
ASEAN	38,5%	57,70%	29,60%
Inde	43%	48,90%	35,40%

¹ Le taux d'utilisation est la moyenne pondérée par la valeur des importations des lignes tarifaires utilisées par le pays partenaire de l'ALE.

UE	80,9%	84,30%	76,40%
Pérou	92%	98,10%	56,30%
États-Unis	76,4%	84,50%	69,20%

Source: Inkyo Cheong, 2014 et Myoung, Jin-ho, 2014.

Assurant près de 70% des exportations, les chaebols ont davantage les moyens d'utiliser ces accords que les PMI, les ALE sont perçus comme des réformes favorisant les grands groupes alors que les PMI figurent parmi les perdants de la plus grande ouverture du marché coréen.

Bilan et perspectives

Après avoir augmenté rapidement pour atteindre 2,6 % des exportations mondiales en 1997, la part de marché coréenne s'est stabilisée autour de 3 % depuis 2010. Cette stabilisation peut-elle être attribuée à la diplomatie commerciale ? C'est peu probable. Les ALE conclus couvrent 60 % du commerce extérieur sud-coréen et la part de marché de la Corée du Sud est plus forte sur les marchés des pays qui n'ont pas conclu d'ALE, cela amène à s'interroger sur leur impact. Ainsi, lorsque le KorUS a été finalisé en 2007, Américains et Coréens prévoient un accroissement de vingt milliards des échanges en cinq ans : en 2012, la réalisation a dépassé leurs attentes alors que le KorUS n'avait pas été mis en œuvre. Entre temps, la Corée a bénéficié de la dynamique des échanges mondiaux qui ont presque doublé en dollars courants. Depuis 2010, la croissance du commerce mondial est anémique et 2015 pourrait être une mauvaise année pour la Corée qui a vu ses exportations

« L'urgence pour la Corée du Sud est moins de trouver de nouveaux marchés que d'élargir son marché intérieur. En effet, alors que la demande adressée par l'étranger ralentit, la demande domestique reste faible. »

vers la Chine se contracter entre janvier et avril. La contribution des exportations à la croissance diminue depuis 2012 et l'urgence pour la Corée du Sud est moins de trouver de nouveaux marchés que d'élargir son marché intérieur. En effet, alors que la demande adressée à la Corée ralentit, la demande domestique reste faible car la consommation est freinée par l'endettement des ménages, le creusement des inégalités et la généralisation du travail précaire et depuis quelques semaines, les conséquences de l'épidémie du virus respiratoire MERS. Paradoxalement, le rapport Article IV de 2013 du FMI sur la Corée plaide pour l'adoption d'une politique sociale plus inclusive, de réformes du marché de l'emploi accompagnées de transferts sociaux. Sur ce point, les situations coréenne et allemande sont assez proches: ces deux pays sont caractérisés par une balance courante excédentaire (6,3 et 7,5% du PIB), une demande domestique en berne et un taux de pauvreté assez élevé (14% et 9%).

La littérature sur le développement a souvent évoqué les obstacles à surmonter pour passer d'une stratégie de substitution aux importations à une stratégie de promotion des exportations. Différent en cela des pays latino-américains, la Corée a réalisé sans grande difficulté cette transition au début des années 1960. La transition d'une croissance tirée par l'exportation à une croissance davantage orientée vers le marché intérieur s'avère par contre plus difficile car elle se heurte à des intérêts établis à commencer par ceux des grandes entreprises - leurs propriétaires et leurs salariés - très articulées à la demande mondiale.

DÉCALAGE

8. Les musées des chaebols

HYE -JIN SHIN

La prospérité économique et l'essor des médias encouragent les Coréens à s'intéresser davantage à la culture. De nombreux musées ont été créés depuis les années 1980 et on en recensait 171 en 2013¹⁴ dont 39 publics, 125 privés, et 7 universitaires. Le musée national d'Art contemporain est l'unique musée national d'art. Suivant l'exemple du musée Ho-Am fondé en 1982 par la fondation culturelle du groupe Samsung, les chaebols ont construit onze musées pour redistribuer une partie de leurs profits.

En plus des musées nationaux et publics, ces établissements privés jouent un rôle important pour la promotion de la culture et de l'art. Pourtant, en 2007, des révélations sur des détournements de fonds et l'existence de fonds secrets ont terni leur réputation. En dépit de ces scandales, ils ont ré-ouvert leurs portes, en particulier le musée Samsung Leeum, le plus important, qui a célébré son

¹⁴ Conformément au répertoire des infrastructures culturelles de l'ensemble du pays, publié par le ministère de la Culture, du Sport et du Tourisme, 2013 (31. décembre 2012)

deuxième anniversaire en 2014.

Création de musées d'art de grandes entreprises

Fondé en 1939 par Jeon Hyung-Phil, collectionneur privé, Gansong est le premier musée privé. Plusieurs ont ensuite été créés par des collectionneurs et des amateurs d'art. Ces initiatives visaient à sauvegarder des œuvres culturelles et artistiques qui risquaient de disparaître pendant l'occupation japonaise et la Guerre de Corée. Ces créations ont été des manifestations remarquables de la société civile. Depuis, d'autres musées d'art privés ont été créés : trois dans les années 1960 et 1970 et seize au cours de la décennie suivante dont neuf à Séoul et sept en province. Des créations encouragées par le vote de la première loi sur les musées en 1984.

Bien que plusieurs aient dû fermer pour des raisons financières, les musées d'art privés continuent de se développer et assurent une fonction culturelle essentielle. Certaines de leurs collections possèdent des trésors nationaux et des chefs d'œuvres d'artistes mondialement réputés, ce qui leur donne une valeur esthétique et historique comparable à celle des musées nationaux. En outre, avant et après l'organisation des événements sportifs internationaux - les Jeux asiatiques de 1986 et les Jeux olympiques de 1988 - ces musées ont pallié le manque d'infrastructures culturelles.

Parmi ces musées, il y a Ho-Am créé en 1982 par la Fondation culturelle du groupe Samsung qui, depuis sa création en 1965, soutient divers projets artistiques. Ses collections exceptionnelles sont présentées à l'occasion d'expositions spéciales. Depuis 1995, la Fondation est également en charge de la Galerie Ho-Am de Séoul. Introduit en Corée dans les années 1980, le concept de mécénat a puissamment contribué à soutenir le développement de la culture et

des arts. La création en 1994 du Conseil du mécénat des affaires coréennes a favorisé ses activités qui se sont réellement développées depuis cette date et dont le rôle a été particulièrement important pendant la crise financière de 1997-1998. En effet, en dépit d'une situation financière difficile, les grandes entreprises coréennes ont continué d'apporter leur soutien à la culture et aux arts. Aujourd'hui, si les activités du mécénat se sont élargies, les arts en bénéficient le plus, grâce aux musées d'art des fondations culturelles.

Statut particulier des musées d'art des chaebols

Depuis la création du musée Ho-Am, les musées privés s'appuient sur les collections des fondateurs avec l'objectif affiché de redistribuer une partie de leurs profits à la société tout en contribuant à améliorer leur image. Le groupe Kumho a créé un musée en 1989, Sangyong le musée d'art Sungkok en 1995, Daewoo le centre d'Art Sunje en 1998, Samsung le musée Rodin en 1999, SK le centre d'art Nabi en 2000, Daelim a créé un musée en 2002 et Samsung le musée d'art Leeum en 2004. Si ces chaebols mettent en avant leur contribution à la société, l'analyse de la gestion de leurs musées révèle un dévoiement par rapport aux objectifs.

Ces établissements sont souvent dirigés par la femme ou la fille du président de l'entreprise. Ainsi, Hong Rha-hee est à la tête du musée d'art Leeum de Samsung et Nho So-young dirige le centre d'art Nabi de SK. La nomination de ces femmes à la direction de ces musées leurs confère un statut particulier et ce mode de gouvernance est souvent critiqué par l'opinion publique. D'une manière générale, la présidence de musées d'art privés étrangers, ainsi le Musée d'art moderne (MOMA) de New York et le Musée

Guggenheim, est confiée à des spécialistes d'histoire de l'art et à des gestionnaires¹⁵. Ce n'est pas le cas des musées des chaebols qui sont marqués par le goût personnel des femmes nommées à leur tête. Du point de vue de la dimension et de l'influence, ces musées jouent un rôle important et concurrencent le Musée national de Corée et le Musée national d'art contemporain. Parmi ces musées, celui de Leeum est le plus connu.

Le musée d'art Leem

Si, du fait des moyens financiers qu'elles peuvent mobiliser, les femmes des propriétaires des conglomérats ont une influence décisive sur le marché de l'art coréen, la plupart d'entre elles ne sont pas des spécialistes des domaines de l'art. Ainsi Hong Rha-hee dirige trois musées de Samsung (le musée d'art Ho-Am, la galerie Rodin et le musée d'art Leeum) qui n'emploient aucun artiste. Elle a développé sa culture artistique au contact des collections d'œuvres d'art de son beau-père, Lee Byung-cheol. Alors que Lee Byung-cheol et Lee Gun-hee se sont intéressés à l'art traditionnel, Hong Rha-hee préfère l'art contemporain et son influence sur ce marché est considérable. Elle est à l'origine de la tendance Minimaliste qui est apparue en Corée à la fin des années 1990. En outre, selon une enquête de la revue mensuelle *Art price* destinée aux spécialistes de l'art, du public et des journalistes d'art, Hong Rha-hee est considérée comme la personne la plus puissante de ce milieu en Corée du Sud, occupant la tête du classement en 2005 et en 2006. Son influence s'explique par la puissance du groupe Samsung dont elle a le soutien total.

¹⁵ « 커버스토리리 '비자금 은신처'로 둔갑한 대기업 미술관 » (Les musées d'art du conglomérat se transforment en abri de fonds secrets), *Coverstory*, Newsmaker du journal *Kyung-hyang*, n° 754, 18 décembre 2007

Le musée d'art Leeum - une appellation composée du nom de la famille Samsung (Lee) et de Musée - a ouvert ses portes le 13 octobre 2003. La fondation culturelle de Samsung est constituée du musée d'art Ho-Am, de la galerie Ho-Am et de la galerie Rodin, avec les collections d'art traditionnel coréen de son fondateur, Lee Byung-cheol. Son successeur, Lee Gun-Hee l'a enrichi d'œuvres d'arts modernes et contemporaines majeures. Le musée Leeum couvre une surface de près de 30 000 m² au cœur de Séoul. Elaborée dans le cadre d'un complexe culturel public du quartier HanNam, sa construction a été annoncée par la Fondation culturelle de Samsung en 1996. Ce musée se compose de trois bâtiments : le premier abrite l'art ancien, le second les arts modernes et contemporains, et le dernier un centre pour l'éducation à la culture des enfants. Les bâtiments sont eux-mêmes des œuvres d'architecture conçues par Mario Botta (Suisse), Jean Nouvel (France) et Rem Koolhaas (Pays-Bas).

Le musée d'art ancien expose 36 trésors nationaux et 97 trésors dont des collections de la Préhistoire jusqu'à l'époque Choson. Le musée des arts moderne et contemporain expose les œuvres d'artistes coréens depuis 1910 et des œuvres d'art abstrait du milieu du XX^e siècle. Ainsi, dans le musée Leeum cohabitent harmonieusement la tradition et le contemporain, l'Orient et l'Occident, l'architecture et l'art et la présentation des œuvres et l'éducation. L'espace *Blackbox* situé au-dessus du centre de l'éducation de culture des enfants accueille des expositions temporaires. Le musée d'art Leeum Samsung possède un total de quinze mille œuvres d'art dont cent cinquante des trésors nationaux et des trésors.

Une polémique croissante

Depuis leurs ouvertures, ces musées doivent leur bonne image aux objectifs qu'ils affichent :

faire profiter la société de leur fortune, intervenir sur le marché de l'art et soutenir des artistes. Cependant, l'opacité de leurs méthodes de gestion soulève régulièrement des débats. Les énormes collections de Samsung sont dispersées dans les réserves de ses trois musées. Le groupe refuse de divulguer des informations sur l'intégralité des collections privées. A la suite des découvertes des fonds secrets de Samsung en 2007, des critiques ont été émises sur cette gestion opaque. La directrice du musée Leeum a été accusée d'avoir détourné des fonds : elle aurait acheté le tableau *Hayppy Tears* de Roy Lichtenstein avec de l'argent provenant des fonds secrets du groupe. La découverte de réserves spéciales à Yong-in où se situe le parc d'attraction Everland du groupe Samsung révéla l'existence d'œuvres d'art inestimables dans une réserve secrète des musées du conglomérat. Des milliers d'œuvres et des objets de curiosités étaient entreposés dans des lieux utilisés officiellement par une école de chien guide d'aveugle appartenant à une filiale du groupe Samsung. Bien que ce dernier ait expliqué que ces espaces servaient de réserve aux collections de la Fondation, la plupart de ces pièces n'étaient pas inscrites à son catalogue.

A la suite de cette révélation, accusée de blanchiment d'argent des musées d'art, Hong Rha-hee a démissionné de la direction du musée Leeum qui a brusquement arrêté ses projets. Elle a été remplacée par sa sœur, Hong Rha-young, une nomination vivement critiquée tout comme l'absence d'exposition lors de l'ouverture du musée. Ces événements ont terni l'image de ce musée. Trois ans plus tard, le musée d'art Leeum a recommencé à organiser des expositions telle que « Mémoire du futur » en août 2010. L'année suivante, Hong Rha-hee a retrouvé sa place à la direction. À l'occasion du sommet du G20 à Séoul en 2011, le musée Leeum Samsung a accueilli les épouses des chefs d'États rivalisant avec

le Musée national de Corée, ce qui illustre l'importance acquise par cet établissement parmi des musées d'art coréens. En 2014, à l'occasion de la célébration du dixième anniversaire de sa création, le musée Leeum a ouvert exceptionnellement au public une grande partie de ses collections lors de l'exposition « Beyond and Between ». Cela a permis au public de découvrir des trésors nationaux et des œuvres des artistes contemporains comme Damien Hirst. Le musée Leeum a démontré son influence au Forum international des Arts organisé en collaboration avec le comité de la Biennale de Gwangju et auquel étaient invités les directeurs des musées d'art les plus célèbres au monde.

L'accusation de blanchiment d'argent soulève la question du rapport entre la corruption et le marché de l'art. En raison de son opacité, ce marché servirait à blanchir de l'argent ou à corrompre les fonctionnaires. Ce type d'affaires fait régulièrement la une des médias en Corée: le pot de vin qu'aurait touché l'ancien fonctionnaire Sang Ryul Han en 2011 ou les blanchiments d'argent du groupe Orion en 2011 et du groupe CJ en 2013¹⁶. Les médias qui ont enquêté sur ces affaires ont révélé l'existence de plusieurs modalités de blanchiment tels que les fausses factures et les enchères arrangées avec la complicité d'une galerie. Un des cas les plus critiqués est celui de la galerie Seomi dont la directrice Hong Song Won a été accusée d'être impliquée dans des affaires de blanchiment et de fraude fiscale au profit de conglomérats. Malgré la loi sur les transactions des œuvres d'art adoptée en 2013, le marché de l'art reste gangréné par la corruption et il est difficile de contrôler le

¹⁶ « CJ 바자금 수사, 재벌 미술품 거래 또 도마에 » [L'enquête sur le blanchiment de groupe CJ, le commerce des œuvres d'art des conglomérats est encore émergé], *Kookmin*, 22 mai 2013.

trafic et la possession illicite d'œuvres d'art¹⁷.



9. L'économie créative dans le plan triennal pour l'innovation économique *Premiers résultats et défis à venir*

CÉCILIA NANTIER

SOURCES :

- Lee Soon-hyuk, « L'économie créative de Park a seulement reformulé ce que l'on appelle les projets verts », *Hankyoreh*, 28 novembre 2013
- Discours de Park Geun-hye à la nation au sujet du plan triennal pour l'innovation économique, 25 février 2014
- Kim Ji-yoon, « Même les critiques aiment *Creative Economy Town* », *Korea JoongAng Daily*, 3 avril 2014
- « Le fonds israélien Yozma va investir un billion de *wons* en Corée du Sud », *Yonhap News*, 1^{er} septembre 2014
- Lee Kyu-youn, « Le piège d'un mandat de cinq ans non renouvelable », *Korea JoongAng Daily*, 23 janvier 2015
- « Les changements apportés par deux ans d'économie créative en un coup d'œil », infographie du Ministère de l'économie, 26 février 2015

¹⁷ « 비자금 은신처로 주목받는 미술시장, 대체 어떻게... » (L'attention au marché de l'art comme l'abri du blanchiment de l'argent), le journal *Kyung-hyang*, 4 avril 2011

- Interview de Lim Jung-wook¹⁸ et David Park par Elaine Ramirez, « La diversité manque dans l'effort coréen pour une économie créative », *The Korea Herald*, 7 mai 2015

- Chung Joon, « L'évidence de la propriété intellectuelle », *Korea JoongAng Daily*, 15 mai 2015

- Kim Ji-yoon, « Les start-up coréennes ont les pires taux de succès enregistrés », *Korea JoongAng Daily*, 26 mai 2015

Rester compétitive est un impératif majeur pour l'économie sud-coréenne, qui, si elle a connu une montée en gamme rapide, doit aujourd'hui adapter sa stratégie à une époque où d'autres pays émergents développent leurs capacités d'innovation. Pour gérer ce tournant, Park Geun-hye a annoncé, lors de son discours de la nouvelle année en janvier 2014, puis détaillé, à l'occasion du premier anniversaire de sa présidence le 25 février 2014, un plan triennal pour l'innovation qui s'appuie sur trois axes stratégiques : renforcer les fondamentaux économiques, dynamiser l'économie de l'innovation et trouver un équilibre entre demande domestique et exportation. A terme, ce plan vise trois objectifs : atteindre un taux d'emploi de 70%, un taux de croissance potentielle de 4% et un PIB par habitant de 40 000 USD. L'ambition de ce plan est d'assurer « une ère de bonheur pour le peuple » et de préparer la réunification.

Ces trois objectifs sont ambitieux en étant plus réalistes que ceux du plan 747 du président Lee Myung-bak qui visait une croissance de 7%, un PIB par habitant de 40 000 USD et souhaitait porter la Corée à la septième place au classement des puissances économiques. Force est de constater qu'à la fin de son mandat, les résultats atteints étaient très en-deçà des objectifs : la croissance a été de 2,3%

¹⁸ Lim Jung-wook est le directeur de Startup Alliance à Séoul.

l'an, le PIB par habitant d'environ 25 000 USD et la Corée était à la quinzième place. Le parallèle entre les deux présidents ne s'arrête pas là, puisque Lee Myung-bak avait aussi proposé une croissance tirée par l'innovation, intimement liée à sa stratégie de croissance verte qui n'a pas eu plus de succès.

Le deuxième axe stratégique du plan triennal qui concerne la croissance par l'innovation, se décline en trois objectifs : construire une économie créative, investir pour le futur et se développer sur les marchés étrangers. Ainsi, le plan triennal fixe des objectifs chiffrés pour l'initiative d'économie créative (창조경제) lancée au début du mandat de Park en 2013, et l'incorpore dans un « agenda politique complet, tant sur le plan économique que social »¹⁹.

Cet article présente l'état des lieux de l'économie créative dans le cadre du plan triennal pour l'innovation. Il décrit les résultats des projets phares au regard du calendrier d'action publié par le ministère de la Stratégie et des finances et il analyse les principaux obstacles à la création d'une économie créative.

Les projets phares de l'économie créative

Les principales missions qu'a fixées le gouvernement en termes d'économie créative sont à des stades d'avancement variés.

Encourager l'utilisation du portail en ligne Creative Economy Town

Lancé le 30 septembre 2013, le site Creative Economy Town²⁰ est une communauté en ligne gérée par l'État, où chacun peut partager

¹⁹ Pour une analyse de la naissance de l'initiative d'économie créative et de l'évolution des stratégies de compétitivité nationale, voir Lee Jae-seung, « La Corée du Sud cherche à promouvoir une économie créative », *Korea Analysis*, n°1, janvier 2014.

²⁰ [URL]: <https://www.creativekorea.or.kr/>

ses idées et obtenir gratuitement un soutien et des conseils de mentors expérimentés pour la création et le développement d'une start-up ou le dépôt d'un brevet. L'objectif est de généraliser son utilisation auprès de la population. Entre le lancement du site et le début du plan triennal le 25 février 2014, 5 774 idées ont été mises en ligne. Durant les quinze mois suivants, près de 16 000 idées s'y sont ajoutées et bénéficient d'un suivi pour évaluer leur potentiel de mise sur le marché.

Créer des Centres pour l'économie créative et l'innovation

Fortement médiatisée en raison de la présence de Park Geun-hye à chaque inauguration, la création de dix-sept Centres pour l'économie créative et l'innovation d'ici la fin juin 2015 est la mesure la plus visible du plan. Ces centres seront répartis à travers le territoire, on en trouve dans chacune des neuf provinces, des six villes métropolitaines et des deux villes spéciales (Séoul et Sejong). L'objectif est d'installer un écosystème régional pour encourager la naissance et le développement de start-up et de PME en leur apportant un soutien adapté par la mise à disposition d'espaces spécialisés et par la possibilité d'obtenir gratuitement des conseils juridiques, financiers, etc. Chaque centre est soutenu par un conglomérat et porte sur un secteur d'activité particulier qui est déterminé en fonction de la demande industrielle spécifique à la région. Les espaces spécialisés et leurs moyens matériels diffèrent donc d'un centre à l'autre. Le 11 mai 2015, Park Geun-hye a inauguré un centre dans la province de Gangwon spécialisé sur le *big data* et géré en partenariat avec Naver. Le 22 mai, un centre pour l'énergie solaire a été ouvert avec le soutien de Hanwha dans la province du Chungcheong du Sud. Le 2 juin 2015, Park Geun-hye a inauguré le douzième centre qui, situé dans la province du Jeolla du Sud, a pour partenaire le groupe GS et concerne l'agriculture, l'énergie de la biomasse et la construction.

Établir une banque technologique et mettre en place des fonds d'aide

Le gouvernement s'est fixé pour mission de mettre en place une banque technologique pour permettre aux start-up d'accéder aux technologies et savoir-faire développés par des institutions et des entreprises publiques. Le gouvernement a également mis en place une enveloppe de 4 000 milliards de KRW (environ 3,2 milliards d'euros) pour l'établissement d'un fonds d'aide à la création d'entreprise pour permettre à des entreprises d'obtenir des financements. Paradoxalement, les résultats du classement international *Doing Business* 2015 signalent un recul de six places de la Corée depuis 2014, en ce qui concerne les délais pour l'obtention d'un prêt et un recul d'une place pour la création d'une entreprise. Des résultats qui amènent à s'interroger sur l'efficacité de ces fonds.

Changer les mentalités pour laisser place à une *trying-again* culture

En 2013, la Corée du Sud s'est tristement illustrée en arrivant à la dernière place parmi les pays de l'OCDE pour la durée de vie des start-up : trois ans après leur création, 59% des start-up coréennes ont disparu. Créer une culture qui surmonte les échecs et va de l'avant est un objectif du plan triennal qui devait être mise en place à la fin de l'année 2014 selon le calendrier d'action du ministère de la Stratégie et des finances. Le but n'est pas seulement d'encourager les entrepreneurs à se relancer après un échec mais également de sélectionner des projets qui n'ont pas fonctionné alors qu'ils présentent un intérêt. Il demeure impossible de quantifier les résultats de cette politique. Néanmoins, les piètres résultats de la Corée au classement de l'OCDE n'ont pas découragé l'entrepreneuriat et en 2014, 85 000 nouvelles start-up ont été créées en Corée du Sud, un nombre record après 52 000 en 2013.

Stimuler les investissements à risque

Par le biais de plusieurs initiatives, le gouvernement incite les entreprises nationales et étrangères à investir sur des projets d'économie créative. Selon une infographie publiée le 26 février 2015 sur le site du ministère de l'Économie, le nombre de « business angels » a augmenté de 171% depuis 2012. En Octobre 2014, un fonds d'un milliard de won (800 millions d'euros) opéré par le groupe israélien Yozma a été mis en place pour aider les start-up coréennes à s'attaquer aux marchés étrangers.

Telles qu'elles ont été fixées dans le cadre du plan triennal, les tâches du gouvernement en lien avec l'économie créative présentent des résultats encourageants obtenus dans les délais indiqués par le calendrier d'action. Toutefois, il reste des réformes à mettre en place pour favoriser un réel développement de la créativité coréenne. Parmi les freins au développement d'une économie créative en Corée du Sud, certains sont de nature juridique et d'autres renvoient à des caractéristiques de la société coréenne.

Renforcer la protection de la propriété intellectuelle

Une économie créative implique un système de propriété intellectuelle solide et efficace. Or, Chung Joon, le président de la *Korea Venture Business Association*, en souligne les faiblesses en comparant les classements de la Corée du Sud en nombre de dépôts de brevets, quatrième place mondiale avec 210 000 dépôts en 2014, et en termes de protection de la propriété intellectuelle, 68^e place mondiale selon le Forum économique mondial. Le montant des amendes est trop faible pour être

dissuasif.

Favoriser la diversité

Avec une société ethniquement et culturellement homogène, la Corée ne bénéficie pas de la diversité qui a contribué au développement des grands pôles mondiaux de hautes technologies comme la Silicon Valley ou encore la Silicon Wadi, son équivalent israélien. Le droit sud-coréen du

travail actuellement en vigueur stipule d'avoir cinq employés à plein temps pour pouvoir embaucher un salarié étranger. Selon Lim Jung-wook, trop contraignant pour une start-up, ce quota n'encourage donc pas un échange culturel qui pourrait permettre à de nouvelles idées d'éclorre.

Valoriser la prise de risque

La société coréenne ne valorise pas la prise de risque et perçoit l'échec comme une honte. Remédier à ce trait culturel passe par une réforme de la formation pour faire entrer dans les esprits la *trying-again culture*.

Des dirigeants d'entreprises et des professeurs d'université ont souligné la nécessité pour le gouvernement d'encourager l'esprit entrepreneurial auprès des étudiants. D'autres estiment que, pour mettre en place un « ADN créatif », il convient de réformer l'enseignement des plus jeunes pour inculquer les fondamentaux de la technologie et du numérique et de laisser de la place pour que la créativité puisse s'exprimer.

Mettre en place une politique sur le long terme

Le plan triennal, s'il atteint ses objectifs, donnera l'impulsion nécessaire pour faire émerger une économie créative en Corée du Sud. Néanmoins, trois ans ne suffiront

« Le gouvernement cherche à inciter les investisseurs nationaux et étrangers à miser sur des projets d'économie créative. Le nombre de business angels aurait augmenté de 171% depuis 2012. »

pas à réinventer durablement l'économie, non seulement en raison de l'opposition actuelle mais également du fait de la durée limitée du mandat de Park Geun-hye. Selon Kang Byung-oh, professeur à l'Université Chung-Ang, l'opposition à l'économie créative, qu'elle provienne de partis adverses ou du parti Saenuri, doit prendre conscience au plus vite que cette économie peut devenir le futur moteur de la croissance et qu'il faut s'y rallier plutôt que de chercher à l'entraver.

D'après Lee Kyu-youn, éditorialiste pour le *Korea JoongAng Daily*, le frein à ce plan est le mandat de cinq ans non renouvelable de Park Geun-hye. Incluse dans l'économie créative de Park, la politique de croissance verte lancée durant la présidence de Lee Myung-bak, a en partie survécu mais n'est plus considérée comme l'une des stratégies clé du pays. Le risque encouru par la stratégie d'économie créative est de disparaître avec le prochain changement d'administration. Par conséquent, le gouvernement doit trouver une solution pour rendre cette stratégie durable.

Le mi-mandat approche et Park Geun-hye est parvenue à mettre en mouvement un programme économique et social ambitieux à travers le plan triennal pour l'innovation économique. En ce qui concerne l'établissement d'une économie créative, les premiers résultats sont encourageants mais les défis qui se profilent laissent les analystes hésitants quant à la capacité des gouvernements qui suivront à pérenniser la stratégie et dynamiser l'économie.



10. Les roues du bonheur, un film nord-coréen²¹

VALÉRIE GELÉZEAU ET SES ÉTUDIANTS LISA D'AMATO, LUCIE DAEYE, HUNHEE CHO, DILARA KURUGLU ET XIAO WU

Sorti en 2010, le film *The Wheels of Happiness* de Jōng Kōnjo « artiste méritant » (*konghun yesulga*) nord-coréen a été présenté en 2011 à Berlin et en 2012 à Pékin. Après un rappel du synopsis et une explication du titre de ce film, l'article analysera ce qu'il nous révèle de la société nord-coréenne, tant du point de vue de la vie matérielle que du rôle de la femme, des rapports homme-femme et de la place du travail.

La rivalité de deux femmes architectes

Hyōn Chihyang reprend son travail dans un prestigieux cabinet d'architecture après un congé parental de plusieurs années. Elle y retrouve Hong Sōnch'o, son ancienne subordonnée qu'elle avait autrefois critiquée

²¹ Une version longue de ce texte, sous le titre « Cinéma, société et architecture en République populaire démocratique de Corée. Une lecture engagée du film nord-coréen *Les roues du bonheur* (2010) » est déposée depuis juin 2015 en ligne sur HAL-SHS, [URL]: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01170311>

de donner la priorité à sa famille. Ce retour est d'autant difficile qu'elle a été rétrogradée, que Sönch'o est sa chef et qu'elle est dépassée: elle continue de travailler sur une planche à dessin alors que tout le monde utilise les logiciels. Se sentant d'autant plus incompétente qu'elle avait été lauréate d'un concours d'architecture, elle demande à travailler au centre de documentation où en acquérant des connaissances en informatique elle retrouve une motivation et participe à un concours d'architecture pour un nouveau musée. Malgré les critiques acerbes de Sönch'o, son projet fait l'unanimité du bureau. Retrouvant son poste, elle découvre que sa collègue n'entretient pas d'hostilité à son égard. Elles reprennent ensemble les plans du musée pour aboutir à une création digne des autres réalisations nationales. Le film se termine sur la résolution glorieuse de la rivalité des deux femmes, pour le bien de la nation.

À l'origine du titre

Les deux femmes ne cessent de se confronter. Alors que Chihyang vient de réintégrer le travail, on lui confie les plans de rénovation de la prestigieuse maison de bains Unjong qu'elle tarde à rendre ; quand elle se rend sur le site, elle découvre que ses plans ont été remplacés par ceux de Sönch'o sans qu'elle ait été consultée. La rivalité entre ces deux femmes est symbolisée par le dessin d'une charrette à la roue cassée qui représente la valeur sociale du personnage déclassé ou dominé. Chihyang offre ce dessin à Sönch'o alors que celle-ci est en position inférieure et cette dernière le lui rend lorsque que Chihyang est reléguée à la bibliothèque, enfin, lorsque le conflit est résolu, Chihyang offre à Sönch'o le dessin d'une belle charrette traînée par un cheval ailé dans lequel tout spectateur nord-coréen reconnaît la référence à Ch'öllima, le cheval légendaire symbole du mouvement de 1956 qui a marqué la modernisation de

la Corée du Nord, et des campagnes de vitesse (*sökto chakch'ön*) sur lesquelles s'est toujours appuyée la modernisation du pays et de Pyongyang dans les années 2010. « *Uri-nün haenbbok-üi sure pak'wi* » : nous sommes les roues du bonheur » déclare alors Chihyang, ce qui explicite le titre du film. Cette image renvoie-t-elle à la notion de cycle qui occupe une place signifiante dans la notion coréenne du temps ? Renvoie-t-elle à celle d'une harmonie brisée et qu'il faut rétablir ? Difficile de conclure sans connaître les intentions du réalisateur.

La table nord-coréenne

Des journalistes ont fait remarquer que, malgré la crise alimentaire qui a régné en Corée du Nord, la nourriture apparaît à travers la représentation de repas abondants. Le film s'ouvre d'ailleurs sur une scène présentant une femme, en sueur, qui s'active au fourneau pour préparer le petit-déjeuner.

Toutefois, il n'y a rien de particulièrement fastueux dans ces repas qui sont typiques de la table coréenne (riz, petits plats (*panch'an*), soupe). Traduisent-ils une grande abondance ? Voit-on dans les films français des gens s'échangeant en cadeau des légumes ou des fruits frais, comme dans plusieurs scènes du film ? Apporte-t-on une baguette de pain quand on est invité chez des amis dans un dîner parisien ? Ces comportements rappellent plutôt les usages dans la Corée du Sud du début des années 1990, où il était courant d'apporter des fruits frais ou du pain de mie blanc lors d'une invitation à dîner. Aujourd'hui, en Corée du Sud, les usages se sont occidentalisés et la société s'est enrichie : on apporte du vin ou un gâteau. Mais en Corée du Nord, l'échange de denrées fraîches, parfois venues de son potager, reste fréquent.

Retard dans l'informatique

La Corée du Nord accuse un retard considérable sur la diffusion des nouvelles technologies malgré des progrès et l'usage de l'intranet dans les secteurs les plus élevés de l'encadrement (administration centrale, université, etc.). Ainsi, les ordinateurs, plus ou moins récents, sont présents dans toutes les scènes qui se déroulent en milieu professionnel, où ils apparaissent comme des icônes d'une modernité qui ne correspond pas à la réalité sur le terrain. Chiyang est particulièrement déstabilisée par les outils informatiques qu'utilisent ses collègues architectes. Tandis qu'ils manipulent facilement les outils de conception assistée par ordinateur, elle continue à utiliser, à contrecœur, sa table d'architecte. Alors qu'elle tente de s'approcher de la machine de l'un de ses collègues, un petit personnage apparaît sur l'écran et la traite « d'illettrée sur les questions informatiques » : cette courte hallucination l'incite à emprunter des ouvrages d'informatique. On aurait alors pu s'attendre à ce qu'elle consulte des ouvrages généraux ou des outils dédiés à l'architecture, et elle emprunte des ouvrages consacrés au Bios et XML qui lui sont totalement inutiles. Ce détail, qui fait sourire le spectateur attentif, suggère deux interprétations: soit l'accessoiriste ne connaissait rien à l'informatique, soit il souhaitait au contraire montrer les connaissances avancées que peuvent apprendre les Nord-Coréens.

La femme dans la société nord-coréenne

Les deux héroïnes sont mariées et la question de la femme, de son engagement dans la révolution socialiste, ou de sa fragilité sociale, est un des principaux thèmes du film, comme elle est le sujet de nombreuses réalisations

artistiques nord-coréennes²². Les femmes nord-coréennes ont été les premières touchées par les graves difficultés de leur pays dès les années 1980. Durant la grande famine, elles ont su surmonter les lois pour s'organiser et nourrir leur famille²³ et elles sont devenues les principaux agents des marchés (*chang madang*).

Dans le film, la femme est partagée entre son travail domestique et son travail professionnel pour la patrie. Chiyang, contrainte à abandonner son travail pour sa famille, se rend compte du retard qu'elle a accumulé à son retour dans le cabinet d'architecture. Et pourtant, dès le début du film, celle-ci n'est pas épanouie dans son rôle de mère au foyer, faisant toujours de son mieux et ce, malgré de nombreuses erreurs. Cependant, son mari, qui occupe un poste important de fonctionnaire du gouvernement municipal, est très peu disponible. Chiyang apparaît comme une femme désorientée qui ne retrouve plus sa place. Que lisent les spectateurs de cette peinture du conflit interne à Chiyang d'une part, et entre les deux rivales d'autres part ? D'un côté, Chiyang, qui essaye de retrouver sa place dans la société, échoue d'abord à

²² Le roman nord-coréen *Les amis de Baek Nam-Ryong* (dont la traduction française est parue en 2011) raconte l'histoire d'un juge aux affaires familiales qui traite le divorce d'une chanteuse d'opéra et d'un ouvrier de la sidérurgie dont le couple ne fonctionne plus à cause de l'engagement respectifs des deux héros dans leur carrière. Dans sa préface, Patrick Maurus, professeur à l'Inalco, souligne que les relations hommes/femmes sont un des sujets centraux de la littérature nord-coréenne contemporaine.

²³ Dans son article « La « mue » de la Corée du Nord » paru dans *Le débat* en 2009, Philippe Pons définit les femmes comme les forces vives de l'économie de survie au cours des « années noires », s'étant distinguées par « une ingéniosité, une endurance et un courage peu communs ». Voir Philippe Pons, « La « mue » de la Corée du Nord », *Le débat*, n°153, 2009, p. 111.

résoudre le conflit interne qui la traverse entre sa volonté d'être une épouse et une mère parfaite, et ses aspirations de carrière. Elle apparaît comme un personnage complexe et profondément humain ; de l'autre Sönch'o, qui suit une carrière exemplaire tout en conservant son rôle de femme à la maison, apparaît comme une femme modèle mais froide et peu empathique. Sönch'o apparaît comme un modèle pour Chiyang ; mais n'est-ce pas Chiyang le modèle pour les femmes qui la regardent ?

Au premier abord, le cas de Sönch'o est plus facile à interpréter. Promue chef de section après le départ de Chiyang, elle s'occupe désormais de sa maison, de son mari handicapé et de son travail. Epouse dévouée d'un héros de guerre mutilé, elle participe de manière assidue à la construction de sa patrie dans le domaine architectural. Illustrant toutes les qualités d'une nouvelle modernité que le régime veut promouvoir, elle poussera Chiyang à se surpasser.

La solidarité rend possible la résolution des conflits : la réussite de Chiyang est possible grâce à son talent, et à son mari qui commence à s'occuper des tâches domestiques et à la collaboration de Sönch'o. Cette logique de solidarité s'inscrit dans le discours du régime qui exhorte l'intégration de chaque catégorie sociale pour la réussite de la patrie et du pays.

Les relations homme/femme

S'agissant des relations entre hommes et femmes, le film renvoie-t-il à des conceptions traditionnelles néo-confucéennes ? Pour Antoine Coppola, le cinéma nord-coréen se distingue du cinéma soviétique et chinois en représentant de manière très prégnante les relations hommes/femmes et les relations entre les générations²⁴ : les femmes apparaissent sous l'emprise à la fois de la

tradition patriarcale et de l'idéologie socialiste. Le conflit interne dont Chiyang est la proie est tout à fait conforme à cette interprétation. Dans le film, la domination patriarcale est caractérisée par les deux maris. Lors d'une promenade dans un parc de Pyongyang, le mari de Sönch'o la conseille sur l'implication de la femme et son utilité dans la société nord-coréenne. Sönch'o se confie ensuite à Chiyang et lui exprime les différentes actions sociales à accomplir pour servir sa patrie et le « cher dirigeant »²⁵. Chiyang la félicite du chemin traversé malgré les difficultés et reconnaît en Sönch'o son exemplarité. Sönch'o incarne un idéal de la femme. Cette ligne est accentuée lorsque Chiyang présente son dernier projet architectural au cabinet. S'ensuit un long discours émouvant de Chiyang où elle regrette d'avoir à un moment laissé son métier et ses devoirs envers sa patrie pour s'occuper de sa famille. Elle voit en cette erreur une leçon de vie, celle de ne jamais abandonner sa patrie et le leader.

Le mari de Chiyang est peu présent dans le film mais n'est pas moins important car il finit par soutenir son épouse malgré son implication importante dans son propre travail. En effet, une des dernières scènes du film montre Chiyang à son bureau, reprenant ses responsabilités professionnelles, et recevant un appel téléphonique de son mari qui lui exprime sa fierté et la félicite de sa réussite. Très émue, Chiyang finit par pleurer et le film s'arrête ici.

Soulignons toutefois que le rôle politique est réservé aux hommes. En aucun cas, il n'est question pour les femmes de tenir des responsabilités plus importantes. Leur rôle est certes d'une importance capitale, mais elles sont représentées comme devant avant tout

²⁴ Voir Antoine Coppola, 2007, note 13, p. 10.

²⁵ Kim Jong Il.

accompagner la patrie et non la gouverner²⁶. Le film propose-t-il donc, comme nous l'avons ressenti, un appel aux femmes pour revendiquer leur rôle dans la société, et donne-t-il une critique parfois cousue de fil blanc contre une société machiste qui rend difficile l'épanouissement des femmes dans leur profession et leur famille ? Ou se limite-t-il à un discours glorifiant la solidarité des individus, quel que soit leur genre, pour la gloire du régime ? Ces deux lectures sont toute aussi cohérentes l'une que l'autre et ne sont pas incompatibles.

La société nord-coréenne au travail

Le film nous fait évidemment découvrir une vision idéalisée du travail et des travailleurs d'une société socialiste : les paroles galvanisantes de Kim Jong Il qui font s'écouter des slogans sur le mur du bureau, la gymnastique collective exécutée en uniforme sportif sur le lieu de travail, la relation chaleureuse entre collègues, les architectes féminins sur les chantiers avec les hommes.

Le travail est toujours collectif et soutenu par une solidarité omniprésente entre les gens. Ainsi, bien que Chiyang se soit elle-même reléguée au centre de documentation, ses collègues la considèrent toujours comme une des membres essentiels de leur cabinet d'architecture. Un épisode secondaire de l'intrigue insiste beaucoup sur cette solidarité : avant de prendre son long congé pour raison familiale, Chiyang confie son dernier projet à une de ses collègues, Pun Hui. On apprend

par la suite que Pun Hui, par solidarité, sacrifie son temps et sa peine pour réparer sur le terrain une erreur de réseau d'eau qui s'était glissée dans ces plans qu'elle avait réalisés sept ans plus tôt en prenant la suite de Chiyang.

Par ailleurs, les lieux de travail ne sont pas circonscrits aux bureaux, ils se situent aussi sur le « terrain ». Les architectes se déplacent sans arrêt entre le bureau et les chantiers. Le casque sur la tête, les plans à la main, les femmes architectes nord-coréennes courent sur les chantiers et parlent directement avec les ouvriers en utilisant des termes techniques. Elles travaillent non seulement sur les plans, mais leur présence sur le terrain démontre aussi leur rôle actif dans la construction. L'omniprésence des lieux de travail renvoie aussi, selon Antoine Coppola au réalisme socialiste et à l'anti-naturalisme des films nord-coréens : ici, la beauté de la ville et la beauté de la vie viennent du travail.

Ainsi, dans cette histoire centrée autour d'une profession (l'architecte), de ses lieux de travail (bureaux, chantiers, bâtiments et monuments) et de ses travailleurs (les architectes, les ouvriers du chantier, le personnel administratif, etc.), le film fournit une image de l'importance des travailleurs dans la construction de la ville qui semble répondre à l'appel de Kim Jong Il pour construire un « pays puissant et prospère » (un des slogans nationaux) à l'horizon de 2012, pour le centenaire du président éternel Kim Il Sung.

Au terme de cette analyse, rappelons que nous avons été au départ déroutés par le style et l'esthétique de ce film qui nous a paru parfois outrancière, au point qu'il nous est en fait difficile, finalement, de juger de sa qualité. Il est encore plus difficile de savoir si ce film a été apprécié par le public nord-coréen. Ne sommes-nous pas là simplement devant notre incapacité de spectateur

²⁶ Sur ce point, la présence plus fréquente de Kim Sol Ju, l'épouse du jeune dirigeant Kim Jong Un, aux côtés de son mari dans les cérémonies ou d'autres circonstances officielles a pu être interprétée à juste titre comme une évolution importante de la manière de gouverner. De fait, l'apparition d'un couple dirigeant tranche fortement avec les périodes précédentes, sous Kim Jong Il ou avant, Kim Il Sung.

français ou occidental à entrer dans les codes du cinéma nord-coréen, ou du cinéma populaire étranger en général ? Hormis les blockbusters internationaux qui s'inscrivent dans une logique globale, la grande part de la production des cinémas populaires nationaux est peu lisible à l'étranger, y compris des très grands succès locaux. Ainsi de la plupart des productions indienne, fussent-elles le produit de Bollywood, ainsi des plus grands films sud-coréens qui ne sont guère appréciés à l'étranger, hormis par un public éclairé et coréanophile, ainsi des films de la nouvelle vague française qui ne sont franchement pas des grands succès hors de l'hexagone. Mais chacun aime son cinéma ! Il est donc probable que les Nord-Coréens aiment leur cinéma et que cet art est important en RPDC.

Léonie ALLARD

suit un double master en études européennes et asiatiques à Sciences Po Paris et à l'université Fudan à Shanghai. Diplômée de l'INALCO en études coréennes, elle a rejoint le programme Corée d'Asie Centre en juin 2014.

Jean-Raphaël CHAPONNIERE

a été économiste à l'AFD, conseiller économique auprès de l'ambassade de France en Corée et en Turquie, ingénieur de recherche au CNRS, chercheur à l'ISEAS et à l'INSEAD. Dernière publication avec M Lautier (2014): *Les économies émergentes d'Asie, entre État et marché*, Armand Colin.

Valérie GELEZEAU

est géographe et maîtresse de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales, au sein du Centre de recherches sur la Corée (UMR 8173 Chine, Corée, Japon). Elle a notamment co-édité *De-bordering Korea. Tangible and Intangible Legacies of the Sunshine Policy* (2013)

KIM Taehwan

est professeur à l'Académie de diplomatie nationale de Corée depuis 2013. Il était auparavant directeur pour la diplomatie publique à la Fondation de Corée et a enseigné notamment à l'Université Yonsei, à Séoul. Il a obtenu son doctorat à l'université Colombia.

KIM Kyuryoon

est Senior Research Fellow au Korea Institute for National Unification, centre de recherche dépendant du ministère de l'Unification. Diplômé de l'Université Sogang et de la Northwestern University aux États-Unis, il a récemment publié *Global Expectation for Korean Unification* (2014) et *The Attraction of Korean Unification* (2013).

LEE Seungjoo

est professeur à l'université Chung-Ang de Séoul. Diplômé de l'Université Berkeley, il a enseigné à l'Université nationale de Singapour et à l'Université Yonsei. Ses articles ont été publiés dans plusieurs revues académiques dont *Comparative Political Studies*, *The Pacific Review*, *Asian Survey* et *Korean Political Science Review*.

Cécilia NANTIER

suit un master de management de la technologie et de l'innovation à Dauphine, Mines ParisTech et l'ENS. Diplômée de coréen et de chinois à l'INALCO ainsi que de gestion d'entreprise et affaires internationales à l'Université Panthéon-Sorbonne, elle est

collaboratrice au centre Asie de l'Ifri depuis mars 2015.

OH Youngju

est directrice générale pour la coopération au développement du ministère des Affaires étrangères depuis 2013. Diplomate, elle a travaillé à la mission permanente de la Corée du Sud à l'ONU de New-York, au Consulat général à Fukuoka, et à l'ambassade à Pékin.

SHIN Hye -jin

étudie la muséologie et est doctorante à l'école du Louvre. Après avoir obtenu une licence d'Histoire de l'art à l'Université François Rabelais de Tours, elle a fait son master spécialisé en art romain à l'Université Paris IV -Sorbonne.



LES AUTEURS

Korea Analysis est une revue d'actualité, s'inspirant du même modèle que les deux revues phares d'Asia Centre, *China Analysis* et *Japan Analysis*. Certains articles sont basés sur des sources locales (journaux, sites internet, revues,...), d'autres sont des articles ou des interviews d'universitaires et leaders d'opinion coréens. Les sujets des articles sont directement tirés de l'actualité coréenne, parmi les thèmes faisant débat dans la presse. La revue relaie et synthétise les points de vue locaux sur les événements actuels du pays et de la péninsule. Plus précisément, *Korea Analysis* couvre les sujets liés aux enjeux géopolitiques et sécuritaires dans la péninsule coréenne, la situation en Corée du nord et les relations intercoréennes, mais également à la politique, l'économie et la société coréennes.

Directeur de la publication : Jean-Raphaël Chaponnière

RÉDACTION

Rédacteur en chef : Junghwan Yoo

Coordinateur : Antoine Bondaz

Auteurs : Léonie Allard, Jean-Raphaël Chaponnière, Valérie Gelézeau, Kim Kyuryoon, Cécilia Nantier, Lee Seungjoo, Hye-Jin Shin, Kim Taehwan, Oh Youngju

Conseiller externe: Roland Thomas

PRODUCTION

Secrétariat de rédaction et diffusion: Camille Liffran

COMMANDES ET ABONNEMENTS

Version brochée :

abonnement 4 numéros par an : 80 € / 130 000₩

commande par numéro : 25 € / 40 000₩

Version électronique sur notre site :

<http://www.centreasia.eu/publications/korea-analysis>

© Asia Centre
71 boulevard Raspail
75006 Paris - France
www.centreasia.eu
koreaanalysis@centreasia.eu

The publication of this journal was supported by the Academy of Korean Studies (Korean Studies Promotions Service) AKS-2013-INC-2230006